

SOMMAIRE DES ANNEXES

	Pages
4. — NOROÏT/DAMI	129
4.A. — NOROÏT	130
Analyse de la situation	130
<i>4.A.1. TD Kigali, 7 octobre 1990, Situation au Rwanda</i>	131
<i>4.A.2. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali, 12 octobre 1990, Analyse de la situation politique</i>	132
<i>4.A.3. TD Kigali, 15 octobre 1990, Analyse de la situation par la population d'origine tutsie</i>	133
<i>4.A.4. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali, 24 octobre 1990, Appréciation de la situation politique</i>	134
<i>4.A.5. TD Kigali, 12 mars 1991, Lettre ouverte du Président du FPR au Premier ministre de Belgique</i>	135
<i>4.A.6. Extrait du rapport de mission du Colonel Jean-Claude Thomann, commandant l'opération Noroît du 21 octobre 1990 au 6 décembre 1990</i>	137
<i>4.A.7. TD Kigali, 19 décembre 1990, Rapport commun des ambassadeurs résidents de la CEE</i>	139
Attitude du Président Habyarimana	141
<i>4.A.8. TD Kigali, 4 octobre 1990, Attaque du Rwanda</i>	142
<i>4.A.9. TD Kigali, 7 octobre 1990, Appel pressant du Président Habyarimana</i>	143
<i>4.A.10. TD Kigali, 14 décembre 1990, Rencontre du Président Habyarimana avec le Général Varret</i>	144
Noroît, durée de la mission	146
<i>4.A.11. Note de M. Jean-Christophe Mitterrand à l'attention du Président de la République sur la situation au Rwanda, 19 octobre 1990</i>	147
<i>4.A.12. Lettre du Président de la République au Président Habyarimana, 30 janvier 1991</i>	148
Activités de Noroît en 1991	150
<i>4.A.13. TD Paris, 10 janvier 1991, Situation au Rwanda</i>	151
<i>4.A.14. TD Kigali, 23 janvier 1991, Situation au Rwanda</i>	152
<i>4.A.15. TD Kigali, 24 janvier 1991, Situation au Rwanda</i>	153
<i>4.A.16. TD Kigali, 24 janvier 1991, Entrevue avec le Président Habyarimana</i>	154
Activités de Noroît en 1992	156
<i>4.A.17. Note de M. Paul Dijoud, directeur des Affaires africaines et malgaches du ministère des Affaires étrangères sur la nécessité de réaffirmer et préciser la politique de la France, 11 mars 1992</i>	157
<i>4.A.18. TD Kigali, 5 juin 1992, Appel du Président Habyarimana</i>	159
<i>4.A.19. TD Kigali, 7 juin 1992, Situation au Rwanda</i>	160
<i>4.A.20. TD Kigali, 15 octobre 1992, Mission du Général Quesnot au Rwanda</i>	162
Situation intérieure au Rwanda en 1992	164
<i>4.A.21. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali, 22 janvier 1992, Armement des populations civiles</i>	165
<i>4.A.22. TD Kigali, 9 mars 1992, Situation au Rwanda</i>	166
<i>4.A.23. TD Kigali, 11 mars 1992, Troubles interethniques dans le Bugesera</i>	168
Contrôle aux « check points »	169

<i>4.A.24. Extrait du message du Colonel Delort, commandant Noroît, 7 mars 1993, contribution Noroît au contrôle rwandais sur les « check points »</i>	170
Retrait des forces françaises de Noroît	171
<i>4.A.25. TD Kigali, 9 mars 1993, Retrait des troupes françaises du Rwanda</i>	172
<i>4.A.26. TD Kigali, 10 août 1993, Allègement de la coopération militaire française</i>	174
<i>4.A.27. TD Kigali, 14 décembre 1993, Retrait du détachement Noroît</i>	175

4. — NOROÎT/DAMI

4.A. — NOROÎT

Analyse de la situation

4.A.1. TD Kigali, 7 octobre 1990, Situation au Rwanda

Déclassifié

OBJET : SITUATION AU RWANDA.-

L'APPEL TELEPHONIQUE QUE JE VIENS DE RECEVOIR QUI A FAIT L'OBJET DE MON TD 510 INDIQUE QUE LE PRESIDENT HABYARIMANA NE SE SENT PAS CAPABLE DE MAITRISER SEUL LA SITUATION. L'AGRESSION A LAQUELLE IL EST CONFRONTE PEUT ETRE CONSIDEREE COMME ETRANGERE DANS LA MESURE OU ELLE PROVIENT D'UN PAYS VOISIN QUI LUI FOURNIT LES EQUIPEMENTS MILITAIRES ET UNE PARTIE DES HOMMES.

D'UN AUTRE COTE, CETTE AGRESSION S'APPUIE SUR UN PROJET POLITIQUE D'UNITE NATIONALE DES TUTSIS ET DES HUTUS QUI TOURNERAIT SANS DOUTE A UNE DOMINATION DES TUTSIS MAIS QUI AU COURS DES DERNIERS MOIS A BENEFICIE DE TOUS LES MECONTEMENTS PROVOQUES AU .../...

❏PAGE DEUX

RWANDA PAR CE QUI EST CONSIDERE PAR BEAUCOUP COMME UN POUVOIR MONOPOLISTIQUE DES BASHIRU DE GISENYI (VOIR A CET EGARD MON TD NO 447 DU 5 SEPTEMBRE 1990).

LE CHOIX POLITIQUE EST CRUCIAL POUR LES PUISSANCES OCCIDENTALES QUI AIDENT LE RWANDA ET NOTAMMENT LA BELGIQUE ET LA FRANCE.

OU BIEN ELLES CONSIDERENT AVANT TOUT L'ASPECT EXTERIEUR DE L'AGRESSION ET UN ENGAGEMENT ACCRU DE LEUR PART EST NECESSAIRE SUR LE PLAN MILITAIRE POUR Y FAIRE FACE.

OU BIEN ELLES PRENNENT EN COMPTE L'APPUI INTERIEUR DONT BENEFICIE CE MOUVEMENT, MEME S'IL N'A PU SE DEVELOPPER QU'AVEC LE CONCOURS DE L'UGANDA, ET MEME S'IL CONVIENT DE PREVOIR QU'APRES LA PHASE APPARENTE DE L'UNION NATIONALE, IL ABOUTIRA VRAISEMBLABLEMENT A LA PRISE DU POUVOIR PAR LES TUTSIS OU TOUT AU MOINS PAR LA CLASSE METISSE A LAQUELLE JE FAISAIS ALLUSION DANS MON TD CITE PLUS HAUT.

SI CE DEUXIEME CHOIX ETAIT RETENU, UNE NEGOCIATION DELICATE ASSORTIE DE PRESSIONS MILITAIRES S'IMPOSERAIT POUR GARANTIR LA SECURITE DE LA POPULATION EUROPEENNE, AVEC LA PERSPECTIVE DE SUBSTITUER AUX DIFFICULTES PROVENANT DES ASSAILLANTS CELLES QUI RESULTERAIENT ALORS D'UNE ARMEE NATIONALE RWANDAISE QUI SE SENTIRAIT ABANDONNEE. 071600./.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PREMIÈRE DIRECTION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4.A.2. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali,
12 octobre 1990,
Analyse de la situation politique

Déclassifié

SECUNDO: SITUATION POLITIQUE :

LES AUTORITES POLITIQUES ET MILITAIRES RWANDAISES AU PREMIER RANG DESQUELLES LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DECLARENT TOUT NET QUE LE PRESIDENT MUSEVENI EST FAVORABLE AUX ENVAHISSEURS. LEURS ARGUMENTS SONT LES SUIVANTS :

- FRED RWISYEMA A ETABLI UN VERITABLE P.C. EN OUGANDA A RWANTORERE ENTRE KABALE ET EMBERARA, SANS ETRE INQUIETE.
- LE MEME SE DEPLACE ENTRE CE LIEU ET KAMPALA, ET CE LIEU ET LA FRONTIERE RWANDAISE EN TOUTE LIBERTE.
- LES DESERTIONS DE TUTSIS DE L'ARMEE OUGANDAISE (LA NRA) SE POURSUIVENT SANS QUE KAMPALA REAGISSE. LES RWANDAIS EVALUENT A AU MOINS 20.000 HOMMES CES DERNIERS. TOUTEFOIS, CES AUTORITES NE PARAISSENT PAS ENCORE DECIDEES A DECLARER OFFICIELLEMENT QUE L'OUGANDA EST L'ENVAHISSEUR. POUR L'INSTANT, ELLES SOUHAITENT QUE LES GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX EN SOIENT AVERTIS. IL N'EST PAS IMPOSSIBLE QUE S'IL LE FAUT, ILS DEMANDENT A L'O.N.U. DE CONTROLER LA FRONTIERE PAR LA MISE EN PLACE D'UNE FORCE D'INTERPOSITION, SELON LES INDICATIONS OBTENUES AUPRES DU COLONEL RUSATIRA.

TERTIO: OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU POSTE :

- IL EST A CRAINDRE QUE CE CONFLIT FINISSE PAR DEGENERER EN GUERRE ETHNIQUE. EN EFFET, LES RESPONSABLES RWANDAIS FONT DIRE QUE DES ENVAHISSEURS TUTSIS PORTENT DES INSCRIPTIONS SUR EUX, RECLAMANT LE RETOUR DES ROIS TUTSIS "RAMBA MWAMI" (HONNEUR AU ROI). CETTE OPTION, PAR AILLEURS, INTERDISANT TOUTE RECONCILIATION NATIONALE HUTUS DU NORD + HUTUS DU SUD + TUTSIS LIBERAUX QU'ESPERENT ENCORE CERTAINS, AUTOUR D'HABYARIMANA LUI-MEME.
- LES ARRESTATIONS DE SUSPECTS POUR LA SEULE VILLE DE KIGALI S'ELEVERAIENT A PLUSIEURS MILLIERS (10.000 MINIMUM). LES INTERROGATOIRES SONT VIOLENTS, LES GENS SONT EMPRISONNES PLUSIEURS JOURS SANS MANGER NI BOIRE. LA POPULATION CONTINUE A DENONCER POUR PRESERVER SA TRANQUILLITE ET REFUSER L'ETRANGER OU LE "MONARCHISTE". LE M.R.N.D. (PARTI UNIQUE) SEMBLE REPRENDRE EN MAIN LE PAYS HORS DE LA ZONE DES COMBATS.
- SELON CERTAINES INDICATIONS, LES ZAIROIS SE JOINDRAIENT AUX RWANDAIS POUR RECHERCHER LES SUSPECTS DANS KIGALI, CE QUI PANIQUE LA POPULATION.
- LA FOUILLE DANS LA CAPITALE DONNE DES RESULTATS IMPORTANTS ET PROBANTS, PLUSIEURS CENTAINES D'ARMES INDIVIDUELLES ONT ETE DECOUVERTES. IL S'AGIT GENERALEMENT D'ARMES ANCIENNES (DEUXIEME GUERRE MONDIALE) ET USAGEES.
- CERTAINS PENSENT QUE LA PARTIE NORD-EST DU PAYS OU L'ENVAHISSEUR SEMBLE IMPLANTER UNE ADMINISTRATION, POURRAIT CONSTITUER A COURT TERME UNE ZONE DISSIDENTE.

SIGNE : COL. GALINIE.

MARTRES

4.A.3. TD Kigali, 15 octobre 1990, Analyse de la situation par
la population d'origine tutsie

Déclassifié

OBJET : ANALYSE DE LA SITUATION PAR LA POPULATION D'ORIGINE
TUTSI.-

LA POPULATION RWANDAISE D'ORIGINE TUTSI PENSE QUE LE COUP DE MAIN MILITAIRE A ECHOUÉ DANS SES PROLONGEMENTS PSYCHOLOGIQUES PARCE QU'IL N'A PAS OBTENU DES RESULTATS ASSEZ RAPIDES POUR PREVENIR LA MOBILISATION DES HUTUS CONTRE LA PERSPECTIVE DU RETOUR DE L'ANCIENNE MONARCHIE.

ELLE COMPTE ENCORE SUR UNE VICTOIRE MILITAIRE, GRACE A L'APPUI EN HOMMES ET EN MOYENS VENUS DE LA DIASPORA. CETTE VICTOIRE MILITAIRE, MEME PARTIELLE, LUI PERMETTRAIT, D'ECHAPPER AU GENOCIDE. LE GENERAL RWIGYEMA, EN TENANT UNE PARTIE DE L'EST DU PAYS, CONSTITUERAIT UNE MENACE SUFFISANTE POUR OBLIGER LE PRESIDENT HABYARIMANA A NEGOCIER.

.../...

☒ PAGE DEUX

LES TUTSI SONT CONVAINCUS QUE SI LA VICTOIRE DU POUVOIR ACTUEL ETAIT TOTALE, LE DEPART DES TROUPES FRANCAISES ET BELGES AURAIT POUR RESULTAT D'AGGRAVER LA REPRESSION ET LES PERSECUTIONS ET CONDUIRAIT A L'ELIMINATION TOTALE DES TUTSI. A DEFAUT DE VICTOIRE MILITAIRE DU GENERAL RWIGYEMA, NE CROYANT PAS AUX PROMESSES D'OUVERTURE ET DE DIALOGUE DU PRESIDENT HABYARIMANA, LES TUTSI VERRAIENT D'UN BON Oeil QU'UN COUP D'ETAT AU SEIN DU CLAN HUTU PORTE AU POUVOIR UN HOMME PLUS MODERE. CET HOMME RESTE A TROUVER. MAIS CERTAINS FONT REMARQUER QUE LE PRESIDENT HABYARIMANA LUI-MEME A PRIS LE POUVOIR EN 1973 DANS DES CONDITIONS ANALOGUES ET QU'IL ETAIT ALORS COMPLETEMENT INCONNU.
151130./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4.A.4. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali,
24 octobre 1990,
Appréciation de la situation politique

Déclassifié

TERTIO : APPRECIATION DE LA SITUATION POLITIQUE.

LA SITUATION EST DOMINEE PAR LA COMBINAISON DE 2 COMPORTEMENTS DESTABILISATEURS.

- LES MEDIAS, LES REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES VOISINES DU RWANDA VOLONTAIREMENT OU INVOLONTAIREMENT SE FONT LES PORTE-PAROLE DES ENVAHISSEURS OU MEME LES SOUTIENNENT OUVERTEMENT.

CECI VIENT D'ETRE ATTESTE PAR LA MANIERE DONT R.F.I. A RENDU COMPTE CE MATIN DE LA MISSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DIRIGEE PAR MAITRE FEDER DE NATIONALITE FRANCAISE. EN EFFET, ALORS QUE CE JURISTE DELIVRE MANIFESTEMENT UN CERTIFICAT DE BONNE CONDUITE AU GOUVERNEMENT RWANDAIS QUI S'EFFORCE DE RESERVER LES MEILLEURS CONDITIONS DE TRAITEMENT AUX SUSPECTS, CETTE STATION NE RETIENT QUE LES ELEMENTS NEGATIFS DE SON RAPPORT.

- LES BELGES CONTINUENT A ENTRETEENIR LA CONFUSION EN BRANDISSANT LA MENACE D'UN DEPART RAPIDE DE LEURS RESSORTISSANTS ET DE LEURS PARACHUTISTES SI LE PRESIDENT HABYARIMANA NE SE RESOUT PAS A DES CAPTULATIONS EX ORBITANTES ET INJUSTIFIEES.

CES DEUX COMPORTEMENTS SONT DE NATURE A DECOURAGER LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES DISPOSEES A FAIRE D'IMPORTANTES CONCESSIONS. ELLES NE PEUVENT ADMETTRE EN PARTICULIER QUE IER SOIT IMPOSE UN ABANDON TERRITORIAL, AU MOTIF D'ETABLIR UN CESSEZ-LE-FEU, AU PROFIT D'ENVAHISSEURS TUTSIS DESIREUX DE REPRENDRE LE POUVOIR PERDU EN 1959. ELLES PEUVENT D'AUTANT MOINS L'ADMETTRE QUE CEUX-CI MECONNAISSANT LES REALITES RWANDAISES RETABLIRAIENT PROBABLEMENT AU NORD-EST LE REGIME HONNI DU PREMIER ROYAUME TUTSI QUI S'Y EST JADIS INSTALLE ; CE RETABLISSEMENT AVOUE OU DEGUISE ENTRAINANT ^{la toute vraie issue} L'ELIMINATION PHYSIQUE A L'INTERIEUR DU PAYS DES TUTSIS, 500.000 A 700.000 PERSONNES, PAR LES HUTUS 7.000.000 D'INDIVIDUS.

L'INTERVENTION PREVISIBLE DU PRESIDENT ZAIROIS NE DEVRAIT PAS CLARIFIER LA SITUATION. EN EFFET IL N'EST PAS IMPOSSIBLE QUE CE DERNIER, DEVANT LA DEMISSION BELGE, LES HESITATIONS DE L'O.U.A. ENTRETEENUE PAR MUSEVENI EN PARTICULIER, DECIDE POUR DES RAISONS DE PRESTIGE LOCAL D'INTERVENIR A NOUVEAU, EN PRENANT SOUS SA TUTELLE LE RWANDA, SANS EN AVOIR REELLEMENT LES MOYENS. LES REUNIONS ACTUELLES AU SEIN DE LA C.E.P.G.L. (COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS : ZAIRE - BURUNDI - RWANDA) SEMBLENT DEMONTRER SA VOLONTE DE SE MANIFESTER. ELLE POURRAIT SE CONCRETISER PAR LE RETOUR DES TROUPES ZAIROISES.

SIGNE : COL. GALINIE./.

G. MARTRES.

4.A.5. TD Kigali, 12 mars 1991, Lettre ouverte du Président du FPR
au Premier ministre de Belgique

Déclassifié

OBJET : LETTRE OUVERTE DU PRESIDENT DU F.P.R. AU PREMIER
MINISTRE DE BELGIQUE. -

LA LETTRE OUVERTE QUE LE F.P.R. A ADRESSEE AU PREMIER MINISTRE DE BELGIQUE A FAIT L'OBJET DE NOMBREUX COMMENTAIRES DE LA PART DE NOS PARTENAIRES RWANDAIS. CES COMMENTAIRES SE SONT EXPRIMES NOTAMMENT LORS DE LA RECEPTION QUE LE PRESIDENT HABYARIMANA A DONNEE SAMEDI 9 MARS A L'OCCASION DE SON 54EME ANNIVERSAIRE. J'AI PU RELEVER, AU COURS DE CETTE REUNION, LES REMARQUES SUIVANTES :

1/ LA LETTRE EST DATEE DE RUHENGARI LE 15 FEVRIER. OR, A CETTE DATE, AUCUN REBELLE NE SE TROUVAIT DANS CETTE VILLE, QUI A ETE REPRIS DES LE 24 JANVIER.

2/ LA SIGNATURE DU COLONEL KANYARENGWE PARAIT GROSSIEREMENT IMITEE A MOINS QU'IL N'EN AIT CHANGE. POUR MA PART, J'AI PU VERIFIER, DANS LES ARCHIVES DU POSTE, QU'ELLE EST TRES NETTEMENT DIFFERENTE DE CELLE QUI A ETE APPOSEE PAR LE PRESIDENT DU F.P.R. SUR UN DOCUMENT PRECEDENT INTITULE 'RAPPORT DE COMBAT DU 22 JANVIER AU 11 FEVRIER 1991'.
.../...

❖PAGE DEUX

3/ NOS PARTENAIRES RWANDAIS, NOTAMMENT LES MILITAIRES, SE SONT BEAUCOUP GAUSSES DE L'ACCUSATION PORTEE CONTRE LA BELGIQUE D'AVOIR ENVOYE SES SOLDATS POUR COMBATTRE AUX COTES DES RWANDAIS, DE L'AFFIRMATION SELON LAQUELLE ELLE AURAIT PERDU UNE VINGTAIN D'HOMMES A CETTE OCCASION ET DES ENVOIS DE FONDS ET DE MUNITIONS QU'ELLE AURAIT FAIT. LES CHEFS DE L'ARMEE RWANDAISE CONSIDERENT AU CONTRAIRE QUE LA BELGIQUE LES A 'LACHES' SUR LE PLAN MILITAIRE, EN RETIRANT SES PARACHUTISTES ET SURTOUT EN REFUSANT DE LIVRER DES MUNITIONS QUE LE RWANDA AVAIT DEJA PAYEES.

X

X X

LA LETTRE DU F.P.R. APPELLE DE MA PART D'AUTRES REMARQUES :

1/ L'ANALYSE HISTORIQUE QU'ELLE FAIT DE LA COLONISATION BELGE, DU ROLE QUE CELLE-CI A JOUE, D'ABORD DANS LA PROMOTION DES TUTSIS, ENSUITE DANS LEUR EVICTION, EST SEVERE MAIS GLOBALEMENT EXACTE. CETTE ANALYSE, QUI REPREND LES THESES DU PARTI UNAR DE 1959, A ETE MANIFESTEMENT REDIGEE PAR UN TUTSI OU UN ASSIMILE.
REDIGEE PAR UN TUTSI OU UN ASSIMILE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

REPUBLIQUE, 55 PERSONNALITES DU REGIME PRECEDENT ONT ETE ELIMINEES PAR LE NOUVEAU POUVOIR. MAIS IL PASSE SOUS SILENCE QU'IL ETAIT ALORS, APRES LE GENERAL-MAJOR HABYARIMANA, LE SECOND MEMBRE DU COMITE POUR LA PAIX ET L'UNITE NATIONALE QUI A PRONONCE LA DESTITUTION DE GREGOIRE KAYIBANDA, FONDATEUR DE LA 1ERE REPUBLIQUE.

3/ LE PRESIDENT DU F.P.R. SOUTIENT LA THESE SELON LAQUELLE LA FUSILLADE DU 4 OCTOBRE 1990 A KIGALI AURAIT ETE ENTIEREMENT ET UNILATERALEMENT PROVOQUEE PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS AFIN DE JUSTIFIER UNE REPRESSION MASSIVE DE L'OPPOSITION INTERIEURE. COMMENT EXPLIQUER, DANS CES CONDITIONS, QUE LE 5 OCTOBRE 1990 LE ''CENTRE DE COMMANDEMENT DES REBELLES'' AIT FAIT PASSER A NOTRE AMBASSADE A BUJUMBURA UN MESSAGE SELON LEQUEL LA PAUSE OBSERVEE CE JOUR LA A KIGALI N'ETAIT QU'UNE TREVE DECIDEE PAR LE GENERAL FRED RWIGYEMA POUR PERMETTRE A LA FRANCE ET A LA BELGIQUE D'EVACUER LEURS RESSOR- TISSANTS ?

.../...
❖PAGE TROIS

ON PEUT DIRE, POUR CONCLURE, QUE CETTE LETTRE S'EFFORCE TRES MALADROITEMENT DE TIRER PARTI DU DESARROI DES AUTORITES BELGES EN FACE DE LA CRISE RWANDAISE. MAIS ELLE NE FAIT QU'ACCENTUER LE MANQUE DE CREDIBILITE DU COLONEL KANYARENGWE QUI, DE PAR SON PASSE, APPARAIT FORT MAL PLACE POUR SE FAIRE LE DEFENSEUR DES GRAVES PREJUDICES QUE L'HISTOIRE A FAIT SUBIR A LA DIASPORA TUTSI DU RWANDA. 120900./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**4.A.6. Extrait du rapport de mission d
u Colonel Jean-Claude Thomann, commandant l'opération
Noroît du 21 octobre 1990 au 6 décembre 1990**

Déclassifié

Appréciation générale sur la mission NOROIT

DÉCLASSIFIÉ

- L'opération NOROIT est une mission classique de protection de ressortissants à l'étranger et de préparation de leur éventuelle évacuation, dans un pays objet d'une agression extérieure ou pouvant être le théâtre de troubles intérieurs majeurs.

Conduite avec des moyens très limités et un coût de soutien minimal, caractérisée par un impératif permanent de non ingérence dans les affaires intérieures du pays hôte, impliquant de conjuguer discrétion et pouvoir dissuasif, cette mission comporte trois volets distincts :

- Protection directe des autorités diplomatiques et des installations nécessaires pour une évacuation.

- Action psychologique visant à rassurer les expatriés et leur permettre d'exercer leurs activités dans un contexte de sécurité.

- Préparation, organisation et éventuellement conduite de l'évacuation des ressortissants.

A ces trois aspects de la mission, il convient d'ajouter le rôle stabilisateur que joue la présence, même non active, d'un contingent d'intervention étranger, pour conforter un pouvoir menacé par une agression extérieure et confronté à un risque non négligeable de troubles intérieurs, d'origine ethnique ou politique.

- Dans ce cadre, l'action du détachement NOROIT est centrée sur les préoccupations suivantes :

- Assurer, rationnellement et avec une efficacité maximale, la composante militaire technique de la mission, c'est à dire la sûreté des personnes et des installations.

- Se renseigner en permanence sur l'évolution de la situation, de manière à ne pas être surpris et à préserver aussi une capacité de réaction optimale.

- Organiser dans ses moindres détails le processus d'évacuation, pour en garantir la fiabilité, quels que soient le contexte ou la menace.

4.A.7. TD Kigali, 19 décembre 1990,
Rapport commun des ambassadeurs résidents de la CEE

Déclassifié

OBJET : RAPPORT COMMUN DES AMBASSADEURS RESIDENTS DE LA C.E.E.
AU RWANDA. -

AU COURS D'UNE REUNION TENUE LE 19 DECEMBRE, LES AMBASSADEURS DE LA CEE A KIGALI (ALLEMAGNE, FRANCE ET BELGIQUE) AINSI QUE LE DELEGUE DE LA COMMUNAUTE ONT APPROUVE LE RAPPORT COMMUN SUIVANT SUR LA SITUATION AU RWANDA.

CITATION :
''PROJET DE RAPPORT COMMUN

1. - LES AMBASSADEURS DES PAYS MEMBRES ET LE DELEGUE DE LA COMMISSION DE LA CEE A KIGALI, REUNIS EN COOPERATION POLITIQUE EUROPEENNE, ONT DISCUTE LE 19 DECEMBRE 1990 DE LA SITUATION QUI PREVAUT ACTUELLEMENT AU RWANDA. A LA LUMIERE DES EVENEMENTS TOUT RECENTS, ILS ONT NOTAMMENT CONSTATE :

.../...
❖PAGE DEUX

- UNE REPRISE MASSIVE DES INCURSIONS MILITAIRES AU RWANDA A PARTIR DU TERRITOIRE OUGANDAIS, ET L'INCERTITUDE QUANT A UNE OFFENSIVE MILITAIRE PLUS IMPORTANTE DANS UN PROCHE AVENIR,

- LA DETERIORATION RAPIDE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX GRANDES ETHNIES, LES HUTU ET LES TUTSI, AU RWANDA QUI ENTRAINE LE RISQUE IMMINENT D'UN DERAPAGE AVEC DES CONSEQUENCES NEFASTES POUR LE RWANDA ET TOUTE LA REGION,

- LES EFFETS DE LA CRISE ECONOMIQUE GRAVE AU RWANDA, LIMITANT DE PLUS EN PLUS LE CHAMP D'ACTION DU GOUVERNEMENT POUR FAIRE FACE AUX BESOINS DES POPULATIONS TOUCHEES PAR LES EFFETS DE LA GUERRE ET DU MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE LA STABILITE SUR LE PLAN INTERIEUR.

2. - LES CHEFS DE MISSION DE LA CEE A KIGALI Y COMPRIS LE DELEGUE DE LA COMMISSION SONT D'AVIS QUE LA COMMUNAUTE ET SES PAYS MEMBRES DEVRONT IMMEDIATEMENT ET ENERGIQUEMENT EMPLOYER TOUS LES MOYENS PACIFIQUES A LEUR DISPOSITION POUR PROMOUVOIR LA PAIX ET LA STABILITE AU RWANDA ET DANS LA REGION.

3. - DANS CET ORDRE D'IDEES ILS PROPOSENT UNE DEMARCHE AU NIVEAU DES DOUZE A KAMPALA, QUI SERAIT EGALEMENT PORTEE A TITRE D'INFORMATION A LA DOUZE A KAMPALA, QUI SERAIT EGALEMENT PORTEE A TITRE D'INFORMATION A LA

LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES :

- FONT ETAT DE LEUR PREOCCUPATION FACE A LA SITUATION DE GUERRE AU RWANDA ET FACE AU RISQUE DE DERAPAGE ETHNIQUE METTANT EN PERIL LE RWANDA ET LA REGION,

- REITERENT LEUR SOUTIEN DE TOUS LES EFFORTS EMPLOYES PAR LES CHEFS D'ETAT DE LA REGION VISANT LE RETABLISSEMENT DE LA PAIX ET DE LA STABILITE AU RWANDA ET DANS LA REGION,

.../...

✱PAGE TROIS

- INVITENT LE GOUVERNEMENT OUGANDAIS A FAIRE LE NECESSAIRE AFIN QUE LES INCURSIONS MILITAIRES AU RWANDA, L'INFILTRATION PERSISTANTE ET TOUT AUTRE SOUTIEN AUX HOSTILITES AU RWANDA A PARTIR DU TERRITOIRE OUGANDAIS SOIENT IMMEDIATEMENT ET COMPLETEMENT ARRETES,

- ENCOURAGENT LE GOUVERNEMENT OUGANDAIS ET TOUT AUTRE GOUVERNEMENT DE LA REGION A PRENDRE CONTACT AVEC LES REPRESENTANTS DU FPR, ET A EMPLOYER LEURS BONS OFFICES POUR QU'UN CESSEZ-LE-FEU SOIT REALISE DANS LES PLUS BREFS DELAIS,

- DONNENT LEUR SOUTIEN AU PROJET D'UNE CONFERENCE REGIONALE AU PLUS HAUT NIVEAU SUR LE PROBLEME DES REFUGIES A LAQUELLE SERAIENT ASSOCIES L'OUA ET LE HCR, ET QUI DEVRAIT EGALEMENT TRAITER DES CONDITIONS D'UNE PAIX DURABLE POUR LE RWANDA ET LA REGION,

- SE FELICITENT DE LA POLITIQUE D'OUVERTURE ENTAMEE PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS AINSI QUE DE SA DISPONIBILITE D'ASSOCIER TOUTES LES FORCES POLITIQUES RWANDAISES, TANT A L'EXTERIEUR QU'A L'INTERIEUR, A CE PROCESSUS,

- SE DECLARENT PRETS A APPUYER AU NIVEAU DE LA COOPERATION ECONOMIQUE LES SOLUTIONS EMANANT DES CONSULTATIONS REGIONALES POUR UN RETABLISSEMENT DURABLE DE LA PAIX ET DE LA STABILITE AU RWANDA ET DANS LA REGION AINSI QUE POUR LE PROBLEME DES REFUGIES.

UWE SCHRAMM, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE, PRESIDENCE EN EXERCICE,
GEORGES MARTRES, AMBASSADEUR DE FRANCE,
JOHAN SWINNEN, AMBASSADEUR DE BELGIQUE,

- FRANCOIS BUYCHINI, DELEGUE DE LA COMMISSION DE LA CEE. ''

FIN DE CITATION.

CE TEXTE PREPARE PAR L'AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE EN QUALITE DE PRESIDENT TRADUIT L'EXTREME PREOCCUPATION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AU RWANDA DEVANT L'AGGRAVATION DE .../...

✱PAGE QUATRE

LA TENSION ETHNIQUE. LA DERNIERE LIVRAISON DU JOURNAL KANGURA DONT J'AI RENDU COMPTE DANS MON TD 740 DU 17 DECEMBRE A ENCORE ACCENTUE LA NERVOSITE DE LA POPULATION AU SEIN DE LAQUELLE L'IDEOLOGIE DE L'EXTREMISME HUTU GAGNE DU TERRAIN CHEZ LES UNS, TANDIS QU'ELLE TERRORISE LES AUTRES.

LE FAIT QUE LES ELEMENTS LES PLUS MODERES DE L'ENTOURAGE DU PRESIDENT SOIENT OUVERTEMENT CRITIQUES, SANS QUE SE DESSINE UN COURANT DE SENS CONTRAIRE, CONTRIBUE A REDUIRE LA MARGE DE MANOEUVRE DU CHEF DE L'ETAT. 200800./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Attitude du Président Habyarimana

4.A.8. TD Kigali, 4 octobre 1990, Attaque du Rwanda

Déclassifié

OBJET : ATTAQUE DU RWANDA.-

JE ME REFERE A VOTRE TD 20225.

LE PRESIDENT HABYARIMANA, QUE J'AI RENCONTRE CE JOUR A 16H30 HEURE LOCALE, DONNE SON ACCORD A L'ENVOI A KIGALI D'UN ELEMENT DE SECURITE CHARGE DE LA PROTECTION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET REMERCIE PAR AILLEURS LE GOUVERNEMENT FRANCAIS D'AVOIR BIEN VOULU REPENDRE FAVORABLEMENT, ET DANS DES DELAIS TRES COURTS, A SA DEMANDE D'ASSISTANCE.

IL A TOUTEFOIS REGRETTE QUE LE VOLET DE SA REQUETE RELATIVE A UN APPUI AERIEN N'AIT PAS RENCONTRE L'AGREMENT DES AUTORITES FRANCAISES. FAISANT VALOIR QUE SON ARMEE DEVAIT FAIRE FACE A DES ''MASSES D'ASSAILLANTS (...) DONT BEAUCOUP SONT DROGUES'', LE CHEF DE L'ETAT A ESTIME NECESSAIRE CE GENRE D'OPERATIONS MILITAIRES POUR EN VENIR A BOUT ET M'A DONC DEMANDE D'INSISTER A NOUVEAU SUR CE POINT AUPRES DE MON GOUVERNEMENT. 041730./.

BARATEAU

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4.A.9. TD Kigali, 7 octobre 1990, Appel pressant du Président
Habyarimana

Déclassifié

OBJET : APPEL PRESSANT DU PRESIDENT HABYARIMANA.-

LE PRESIDENT HABYARIMANA M'A APPELE CE JOUR A 14 HEURES LOCALES DANS UNE INQUIETUDE PROCHE DE LA PANIQUE POUR ME DEMANDER LA SUITE DONNEE A SA DEMANDE D'APPUI AERIEN.

IL A APPRIS QUE LES INFILTRATIONS OUGANDAISES S'ACCENTUENT ET QUE LES ASSAILLANTS SONT ARMES DE SAM7 ALORS QUE LES MUNITIONS QUE NOUS DEVONS LUI FOURNIR NE COMPORTENT PAS DE ROQUETTES MAIS SEULEMENT DES OBUS.

JE LUI AI FAIT PAR DE NOTRE INTERVENTION DIPLOMATIQUE AUPRES DU GOUVERNEMENT OUGANDAIS ET DE LA PERSPECTIVE DE PORTER CETTE INTERVENTION AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE OU DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, PERSPECTIVE QUE JE VENAIS D'EVOQUER AU COURS D'UNE REUNION AVEC MES COLLEGUES BELGE ET ALLEMAND. .../...

☒ PAGE DEUX

LE PRESIDENT ESTIME QUE LA PHASE DIPLOMATIQUE EST DEPASSEE ET QUE SI LES AVIONS FRANCAIS N'INTERVIENNENT PAS SOUS 24 OU 36 HEURES, KIGALI NE POURRA PAS TENIR.

JE N'AI PAS D'ELEMENTS POUR APPRECIER L'AMPLEUR DE LA MENACE, MAIS J'INSISTE SUR LA DIFFERENCE DE TON ENTRE NOTRE ENTRETIEN RELATIVEMENT CALME D'HIER ET L'APPEL TELEPHONIQUE EXCESSIVEMENT NERVEUX QUE JE VIENS DE RECEVOIR.

NOUS AVONS POUR NOTRE PART UNE MAITRISE SATISFAISANTE DE LA SECURITE DE NOS RESSORTISSANTS A KIGALI ET DE BONNES INFORMATIONS SUR CEUX DE RUHENGERI ET DE BUTARE.

MAIS SI LES INFORMATIONS DONNEES PAR LE PRESIDENT ETAIENT CONFIRMEES, IL FAUDRAIT FAIRE UN CHOIX IMMEDIAT ENTRE UN ENGA GEMENT PLUS POUSSE OU UNE EVACUATION TOTALE NECESSITANT DE NOUVEAUX MOYENS MILITAIRES. 071440./.

MARTRES

4.A.10. TD Kigali, 14 décembre 1990, Rencontre du Président
Habyarimana
avec le Général Varret

Déclassifié

OBJET : RENCONTRE DU PRESIDENT HABYARIMANA AVEC LE GENERAL
VARRET. -

LE GENERAL VARRET A RENCONTRE LE PRESIDENT HABYARIMANA CE MATIN A
09H00. ASSISTAIENT A LA REUNION : DU COTE RWANDAIS, LE COLONEL RUSATIRA,
SECRETAIRE GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE ET L'ATTACHE DE DEFENSE A
BRUXELLES, DU COTE FRANCAIS, L'AMBASSADEUR DE FRANCE, LE COLONEL DU
PLESSIS ET LE COLONEL GALINIE.

LES QUESTIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MILITAIRE FERONT L'OBJET D'UN
COMPTE RENDU SEPARÉ.

.../...
❖PAGE DEUX

SUR LE PLAN POLITIQUE, APRES AVOIR DEMANDE AU GENERAL VARRET DE
TRANSMETTRE AU PRESIDENT MITTERRAND ET A MONSIEUR PELLETIER L'EXPRES-
SION DE SA VIVE RECONNAISSANCE POUR L'APPUI QUE LA FRANCE A APORTE ET
CONTINUE A APPORTER AU RWANDA, LE PRESIDENT A DEVELOPPE LES POINTS
SUIVANTS :

1/ IL A REPRIS L'ANALYSE QU'IL FAIT HABITUELLEMENT DE L'AGRES- SION
'EXTERIEURE' DONT SON PAYS EST L'OBJET ET QUI SE MANIFESTE AUJOURD'HUI
MEME PAR DE NOUVELLES INCURSIONS DANS LES SECTEURS DE KANIGA ET DE
MUVUMBA. LE GOUVERNEMENT OUGANDAIS NE PEUT PLUS, DIT LE PRESIDENT,
CONTINUER A SOUTENIR QU'IL S'AGIT UNIQUEMENT D'UN PROBLEME INTERNE
RWANDAIS. LES REBELLES ONT LEUR QUARTIER GENERAL EN TERRITOIRE OUGANDAIS
ET SE REAPPROVISIONNENT EN ARMES ET EN MUNITIONS SINON AUPRES, DU MOINS
AVEC L'AIDE, DE L'ARMEE OUGANDAISE.

2/ CETTE AGRESSION JUSTIFIE DE LA PART DE LA FRANCE, NON SEULEMENT
UNE AIDE EN MATERIEL ET EN PERSONNEL ACCRUE, MAIS UNE ACTION
DIPLOMATIQUE QUE LE PRESIDENT VOUDRAIT PLUS MENACANTE QUE CELLES QUI ONT
DEJA ETE ACCOMPLIES. IL PENSE QUE LES EUROPEENS, ET PLUS
PARTICULIEREMENT LES FRANCAIS, ONT LES MOYENS, D'ABORD D'EVALUER PAR
LEURS SERVICES DE RENSEIGNEMENTS L'IMPLICATION REELLE DU PRESI- DENT
MUSEVENI DANS UN PROJET D'ANNEXION (LE PRESIDENT HABYARIMANA A PARLE
D'UN 'KOWEIT' DE L'AFRIQUE CENTRALE) ET ENSUITE DE 'CASSER' CE
PROJET.

3/ DANS CE CONTEXTE, ET EN ATTENDANT D'Y VOIR PLUS CLAIR SUR
L'ATTITUDE OUGANDAISE, LE CHEF DE L'ETAT DEMANDE LE MAINTIEN DU
CONTINGENT OUGANDAIS, LE CHEF DE L'ETAT DEMANDE LE MAINTIEN DU
CONTINGENT FRANCAIS. IL ARRIVENT AVOIR OBTENU UN ACCORD TELEPHONIQUE DE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

SUR CE POINT, LE GENERAL VARRET, APRES ETRE CONVENU QU'UN RETRAIT IMMEDIAT N'ETAIT PAS SOUHAITABLE, A ANNONCE NOTRE INTENTION DE PROCEDER A CE RETRAIT AU DEBUT DU MOIS DE JANVIER PROCHAIN, ETANT ENTENDU D'UNE PART QUE LE DEPART DES PARACHUTISTES FRANCAIS NE SUPPRIMERAIT PAS L'EVENTUALITE D'UN RETOUR EN CAS DE NECESSITE, D'AUTRE PART QUE CETTE DECISION SERAIT REVUE SI LA SITUATION S'AGGRA-VAIT SENSIBLEMENT DANS LES TROIS SEMAINES QUI VONT SUIVRE. .../...

✂PAGE TROIS

4/ LE PRESIDENT HABYARIMANA A APPELE NOTRE ATTENTION SUR L'ASPECT FINANCIER DE LA GUERRE (CF. MES TD 719 DU 7 DECEMBRE ET 727 DU 13 DECEMBRE). LES EXPERTS DE LA BIRD ET DU FMI LUI ONT FAIT RAPPORT SUR UNE SITUATION DONT IL PENSE QUE LE RWANDA NE PEUT SORTIR QU'AVEC UNE AIDE SPECIALE DES PAYS AMIS POUR COUVRIR LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES NEFASTES DU CONFLIT ET LES ACHATS D'ARMEMENTS QUI EN DECOU-LENT.

A CET EGARD, OUTRE L'ASSISTANCE PROGRAMMEE DONT LE GENERAL VARRET LUI A FAIT LE COMPTE-RENDU DETAILLE, LE PRESIDENT VOUDRAIT AU MOINS QUE LA FRANCE REMPLACE GRATUITEMENT L'HELICOPTERE GAZELLE QUE LE RWANDA A PERDU AU COMBAT EN OCTOBRE DERNIER.

LE GENERAL VARRET A PROMIS DE TRANSMETTRE CETTE REQUETE AU MINISTRE DE LA COOPERATION. ELLE DEPASSE EN EFFET PAR SON AMPLEUR LES MOYENS ORDINAIRES DE LA MISSION MILITAIRE.

=== ANALYSE DE LA SITUATION === :

LE PRESIDENT NE PARAIT PAS PANIQUE PAR LA PRISE DE KANIGA QUI SE SITUE POURTANT AU POINT DE LA FRONTIERE OUGANDAISE LE PLUS PROCHE DE KIGALI. COMME D'HABITUDE, IL EVOQUE LA PERSPECTIVE D'UNE ATTAQUE FUTURE PLUS PUISSANTE AVEC UNE IMPLICATION ACCRUE DU GOUVERNEMENT OUGANDAIS. SANS DOUTE EST-CE DANS CETTE PERSPECTIVE QUE L'ETAT MAJOR RWANDAIS GARDE EN RESERVE SES MOYENS LES PLUS LOURDS ET NE TRAITE LES ASSAILLANTS QU'AVEC DE L'INFANTERIE. MAIS SI L'ISSUE DE CES DERNIERS COMBATS N'ETAIT PAS FAVORABLE, COMPTE TENU DE LEUR PROXIMITE DE KIGALI, NOS PARTENAIRES PASSERAIENT VITE DU CALME A L'AFFOLEMENT, AVEC TOUTES LES INCIDENCES QUE CET AFFOLEMENT A EUES, DANS LES PRECEDENTES OCCASIONS, SUR L'ETAT D'ESPRIT DES POPULATIONS, TANT RWANDAISE QU'EXPATRIEE. 141145./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Noroît, durée de la mission

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 19 octobre 1990

Le Conseiller à la Présidence

4 A 11

NOTE A L'ATTENTION DE MONSIEUR

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

OBJET : RWANDA

La situation prévalant actuellement au RWANDA est influencée par la position dans le conflit des pays voisins.

Elle ne pourra être stabilisée que dans le cadre d'une concertation régionale entre les différents pays de la zone.

Notre présence militaire au RWANDA risque donc de perdurer aussi longtemps qu'une solution politique n'aura pu être trouvée.

Non

C'est pourquoi il serait peut-être nécessaire d'envisager une mission conduite par M. PELLETIER dans les pays de la région (KENYA, OUGANDA, TANZANIE, BURUNDI, RWANDA) afin de marquer notre appui à l'ouverture d'un dialogue régional permettant de dégager une solution "à l'africaine" du conflit. Le Président MUSEVENI est déjà demandeur, ainsi que le RWANDA.

ou une lettre?

A voir

Oui

mm

Jean Christophe MITTERRAND

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Paris, le 30 Janvier 1991

4 A 12

Monsieur le Président,

Ainsi que je vous le rappelais lors de notre dernier entretien téléphonique, j'ai attentivement suivi l'évolution de la situation au Rwanda depuis le 1er octobre dernier. Je suis en effet profondément préoccupé par les conséquences néfastes que peuvent avoir pour la paix dans la région la poursuite d'actions militaires déstabilisatrices, encore récemment intervenues à Ruhengeri. Dans les épreuves que votre pays traverse, je tiens à vous assurer de nouveau du soutien de la France.

Mon pays n'a pas ménagé ses efforts afin qu'une solution pacifique puisse être trouvée. Dans cette perspective j'ai envoyé au début du mois de novembre mon Ministre de la Coopération, M. Pelletier, en mission de bonne volonté, dans votre pays et dans les Etats voisins concernés par le problème des réfugiés rwandais. Comme il vous l'a exposé et comme je vous l'ai dit moi-même, ce conflit ne peut trouver de solution durable que par un règlement négocié et une concertation générale dans un esprit de dialogue et d'ouverture.

.../...

Son Excellence le Général Major Juvenal HABYARIMANA
Président de la République du Rwanda

.../...

A cet égard, trois conditions me paraissent devoir être remplies : la non-intervention d'Etats voisins en appui direct ou indirect à des actions dirigées contre le Rwanda ; l'ouverture d'un dialogue direct avec toutes les composantes de la nation dans un esprit de réconciliation et l'avènement d'un état de droit parfaitement respectueux des Droits de l'Homme ; le reglement le plus rapide possible de la question des réfugiés grâce notamment à la tenue d'une conférence régionale sur ce sujet, sous les auspices de l'CUA, avec la participation de tous les Etats concernés et du HCR.

Sensible aux arguments que vous m'avez fait valoir, j'ai décidé, dans cette période de mise en place de la politique d'ouverture que vous avez annoncée et de préparation de la conférence sur les réfugiés, de maintenir provisoirement et pour une durée liée aux développements de la situation, la compagnie militaire française envoyée en octobre dernier à Kigali et chargée d'assurer la sécurité et la protection des ressortissants français.

Je forme des vœux pour le succès de vos efforts en faveur de la démocratie et pour le retour à la paix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs *et de mon amical souvenir*

François Mitterrand

François Mitterrand

Activités de Noroît en 1991

4.A.13. TD Paris, 10 janvier 1991, Situation au Rwanda

Déclassifié

OBJET : SITUATION AU RWANDA.

JE ME REFERE AU TD KAMPALA NO 17.

LA MISSION DES MILITAIRES FRANCAIS ENVOYES A KIGALI LORS DES EVENEMENTS D'OCTOBRE DERNIER EST D'ASSURER LA PROTECTION ET LA SECURITE DE NOS COMPATRIOTES. AUCUN MILITAIRE FRANCAIS NE PARTICIPE AUX COTES DE L'ARMEE RWANDAISE AUX COMBATS CONTRE LES REBELLES. SIGNE : PAGNIER./.

4.A.14. TD Kigali, 23 janvier 1991, Situation au Rwanda

Déclassifié

OBJET : SITUATION AU RWANDA. -

UNE INCURSION DE QUELQUES CENTAINES D'HOMMES DONT IL A ETE RENDU COMPTE PAR MESSAGE MILITAIRE S'EST PRODUITE HIER AU NORD DE RUHENGERI A TRAVERS LE PARC DES VOLCANS.

ALORS QUE CETTE INCURSION PARAISSE REPOUSSEE, LA VILLE DE RUHENGERI A FAIT L'OBJET CE MATIN A L'AUBE D'UNE ATTAQUE AU COURS DE LAQUELLE LES ASSAILLANTS SE SONT EMPARES D'UNE PARTIE DE LA VILLE, NOTAMMENT DE LA PRISON DONT ILS ONT LIBERES LES DETENUS ET DU BUREAU DE LA GENDARMERIE. LA REACTION DES TROUPES DU SECTEUR DE RUHENGERI PARAIT AVOIR ETE INSUFFISANTE ET MAL ORGANISEE.

❖PAGE DEUX

L'INSECURITE REGNANT DANS LA VILLE, NOS RESSORTISSANTS ONT RECU POUR INSTRUCTION DE NE PAS QUITTER LEUR RESIDENCE. LA MISSION MILITAIRE A DEMANDE AU CENTRE OPERATIONNEL DES ARMEES L'AUTORISATION D'ENVOYER DEUX SECTIONS DU 8EME RPIMA SUR L'ACCES SUD DE RUHENGERI POUR RECUPERER LES EXPATRIES, AU CAS OU LES RENFORTS RWANDAIS (BATAILLON DE PARACHUTISTES) RETABLIRAIENT SUFFISAMMENT LA SITUATION POUR PERMETTRE AUX EUROPEENS DE CIRCULER.

CEPENDANT LE PRESIDENT HABYARIMANA VIENT DE M'APPELER PAR TELEPHONE POUR SOLLICITER L'INTERVENTION DIRECTE DES TROUPES FRANCAISES EN VUE DE DEGAGER LA VILLE ET LE RENFORCEMENT DES PARACHUTISTES FRANCAIS BASES A KIGALI.

LA SITUATION DE NOS RESSORTISSANTS DOIT ETRE CONSIDEREE COMME CRITIQUE COMPTE TENU DE CE QUE LES REBELLES SEMBLENT OCCUPER LA ZONE RESIDENTIELLE ET DE CE QUE LES LIBERATIONS DE PRISONNIERS N'ONT PAS CONCERNE QUE DES POLITIQUES MAIS AUSSI DES CONDAMNES DE DROIT COMMUN.
230800./.

MARTRES

4.A.15. TD Kigali, 24 janvier 1991, Situation au Rwanda

Déclassifié

OBJET : SITUATION AU RWANDA.-

L'ACTION MENEES HIER SOIR PAR DEUX SECTIONS DE L'OPERATION NOROIT S'EST TERMINEE PAR UN SUCCES COMPLET. ENTRE LE 23 A 23H00 ET LE 24 A 01H00, UN CONVOI DE 51 VEHICULES COMPRENANT 127 ADULTES ET 58 ENFANTS AU TOTAL 185 PERSONNES A REGAGNE KIGALI SANS AUCUN DOMMAGE PHYSIQUE. TOUS LES FRANCAIS DE RUHENGERI VOLONTAIRES (38 DONT 6 ENFANTS) ONT ETE EVACUES, MAIS AUSSI 13 CANADIENS, 1 AUSTRALIEN, 10 BELGES, 8 EGYPTIENS, 37 OMANAIS, 7 AMERICAINS, 1 ANGLAIS, 5 MALGACHES ET 13 AUTRICHIENS.

IL CONVIENT DE NOTER QUE 52 RWANDAIS, DONT 2 SOUS-PREFETS ET LE PRESIDENT DU TRIBUNAL D'INSTANCE S'ETAIENT JOINTS AU CONVOI, CE QUI EST UN SIGNE INQUIETANT DE PERTE DE CONFIANCE DE LA HAUTE ADMINISTRATION RWANDAISE.

.../...

❖PAGE DEUX

L'UNITE DIRIGEE PAR LE COLONEL GALINIE A SU RESTER DANS LES LIMITES DE LA MISSION QUI LUI ETAIT IMPARTIE, INTERVENANT DANS LA ZONE RESIDENTIELLE AUSSITOT APRES LA REPRISE EN MAIN DE LA VILLE PAR LES PARAS-COMMANDOS RWANDAIS. LE RESPECT DES INSTRUCTIONS N'A PAS EXCLU UNE CERTAINE AUDACE DONT LES PARACHUTISTES FRANCAIS ONT DU FAIRE PREUVE DANS LES DEUX DERNIERES HEURES PRECEDANT LA TOMBEE DE LA NUIT. L'ETAT DE CHOC DANS LEQUEL SE TROUVAIENT LA POPULATION EXPATRIEE NE PERMETTAIT PAS D'ENVISAGER DE LUI FAIRE SUBIR L'EPREUVE D'UNE NOUVELLE NUIT D'AFFRONTMENTS.

L'INTERVENTION A DU SE PROLONGER EN OUTRE APRES LA CHUTE DU JOUR POUR RECUPERER QUELQUES ISOLES ET NOTAMMENT DES RESSORTISSANTS CANADIENS QUI RESIDAIENT A LA SORTIE NORD-OUEST DE RUHENGERI ET DONT L'UN A ETE VICTIME D'UNE CRISE CARDIAQUE.

LES FRANCAIS DE RETOUR A KIGALI CETTE NUIT ETAIENT SOULAGES ET SATISFAITS. LES RESSORTISSANTS DES AUTRES NATIONALITES, NOTAMMENT LES CANADIENS, LES BELGES, LES AMERICAINS ET LES OMANAIS NOUS SONT PROFONDEMENT RECONNAISSANT. 240845./.

MARTRES

4.A.16. TD Kigali, 24 janvier 1991, Entrevue avec le Président
Habyarimana

Déclassifié

OBJET : ENTREVUE AVEC LE PRESIDENT HABYARIMANA.-

J'AI FAIT CE MATIN A 10H00 AU PRESIDENT HABYARIMANA LA COMMUNICATION ENONCEE DANS VOTRE TD 1655 DU 23 JANVIER. LE PRESIDENT M'A REAFFIRME SA CONVICTON QUE LE RWANDA ETAIT VICTIME D'UNE ATTAQUE EXTERIEURE DE GRANDE AMPLEUR QUI, PLUS QUE JAMAIS, NE PEUT ETRE CONSIDEREE COMME UNE AFFAIRE INTERNE. ENCORE NE PARAISSAIT-IL PAS ETRE AU COURANT DE LA GRAVITE DE LA SITUATION A RUHENGERI ET DES MENACES PESANT SUR GISENYI.

POUR LUI, LES REBELLES SONT ENTRAINEES DANS LES CAMPS DE L'ARMEE OUGANDAISE ET TRANSPORTES PAR CELLE-CI JUSQU'A LEUR BASE DE DEPART. DANS LE CAS RECENT DE L'ATTAQUE SUR RUHENGERI, IL ESTIME QU'ILS ONT MEME ETE "CAMOUFLES" EN UNITES OUGANDAISES DONT LA MISSION OFFICIELLE ETAIT LE CONTROLE DE LA FRONTIERE.

.../...
❖PAGE DEUX

JE LUI AI FAIT VALOIR QUE MEME A CE NIVEAU ACCRU D'INTERVENTION EXTERIEURE, IL NE POUVAIT ETRE QUESTION, POUR DES RAISONS TENANT A LA FOIS A L'OPINION PUBLIQUE FRANCAISE ET A NOS RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES AUTRES PAYS DE LA ZONE, D'ENGAGER DIRECTEMENT NOS TROUPES DANS UN COMBAT D'INFANTERIE, COMME LE PRESIDENT L'AURAIT SOUHAITE.

EN REVANCHE, JE L'AI INFORME DE LA DERNIERE DEMARCHE PRESSANTE QUE NOTRE AMBASSADEUR A KAMPALA A ETE CHARGE DE FAIRE AUPRES DU PRESIDENT MUSEVENI. LE PRESIDENT HABYARIMANA M'A DEMANDE CE QUE LA FRANCE FERAIT SI CETTE ULTIME DEMARCHE ETAIT SANS EFFET. IL M'A RAPPELE LA RELATION QU'IL ETABLISSE A CET EGARD AVEC L'ATTITUDE FRANCAISE DANS L'AGRESSION IRAKIENNE CONTRE LE KOWEIT.

JE LUI AI REDIT QUE LE PROBLEME RWANDAIS ETAIT PLUS COMPLEXE, L'AGRESSION DONT SON PAYS EST L'OBJET ASSOCIANT UN AMALGAME DE NATIONAUX OUGANDAIS, DE REFUGIES, DE RWANDAIS EXILES AUSSI BIEN POUR DES RAISONS POLITIQUES QU'ECONOMIQUES ET D'HABITANTS DU GRAND RWANDA HISTORIQUE DONT LES LIMITES S'ETENDAIENT AU-DELA DU LAC KIVU ET DES VOLCANS. J'AI ADMIS QU'EN REVANCHE LE PROBLEME ETAIT DE PLUS EN PLUS DOMINE PAR SON ASPECT ETHNIQUE, LES ASSAILLANTS APPARTENANT PRESQUE TOUS A UN ENSEMBLE TUTSI - HIMA DE LA REGION DES GRANDS LACS DONT LE PRESIDENT MUSEVENI EST LUI-MEME ISSU.

C'EST EN GRANDE PARTIE, AI-JE RECONNU, LA CONQUETE DU POUVOIR PAR LA MAJORITE HUTU EN 1959 QUI EST REMISE EN QUESTION PAR UNE ETHNIE RIVALE LA MAJORITE HUTU EN 1959 QUI EST REMISE EN QUESTION PAR UNE ETHNIE RIVALE.

DANS CES CONDITIONS, LE PRESIDENT A INSISTE POUR QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, ET PLUS PARTICULIEREMENT LA FRANCE, LUI APPORTE L'APPUI MATERIEL ET TECHNIQUE NECESSAIRE POUR FAIRE FACE A CETTE INVASION. IL S'EN EST OUVERT HIER, M'A-T-IL DIT, PAR TELEPHONE, AU PRESIDENT MITTERRAND QUI LUI A PROMIS QUE CET APPUI ACCRU LUI SERAIT DONNE PAR LE MINISTERE FRANCAIS DE LA COOPERATION. .../...

PAGE TROIS

LE PRESIDENT HABYARIMANA EST EGALEMENT TRES ANXIEUX DE RECEVOIR NOTRE REPOSE A SA DEMANDE D'AIDE FINANCIERE EXCEPTIONNELLE. JE LUI AI FAIT PART DE LA LETTRE QU'IL DOIT RECEVOIR A CE SUJET DE MONSIEUR PELLETIER, LUI ANNONCANT L'ARRIVEE PROCHAINE D'UNE MISSION FINANCIERE FRANCAISE. IL EST CONVAINCU QUE LA BANQUE MONDIALE TIRE PRETEXTE DU CONFLIT EN COURS POUR SE DEROBER DE PLUS EN PLUS A UNE PRISE EN CONSIDERATION DES PROBLEMES NOUVEAUX QUI SE POSENT AU RWANDA. IL REGRETTE AMEREMENT QUE CET ORGANISME SEMBLE AIDER FACILEMENT DES PAYS COMME L'UGANDA ET L'ETHIOPIE QUI SONT TOUT AUSSI EN ETAT DE GUERRE QUE LE RWANDA.

ENFIN LE PRESIDENT M'A PRESSE D'OBTENIR LE RETOUR A KIGALI D'UNE DEUXIEME COMPAGNIE DU SEME RPIMA, SA MISE EN ALERTE NE LUI PARAISSANT PAS SUFFISAMMENT RASSURANTE. 241415./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Activités de Noroît en 1992

Paris, le 11 mars 1992

Le Directeur des Affaires
Africaines et Malgaches

4 A 17

DÉCLASSIFIÉ

NOTE AU MINISTRE D'ÉTAT

A/s : RWANDA. Nécessité de réaffirmer et préciser la politique de la France.

L'évolution du Rwanda est bloquée par une contradiction évidente : seule l'ouverture politique intérieure permettra de trouver une solution durable à la guerre avec le Front Populaire Rwandais, mais cette ouverture politique est difficilement possible dans un pays que la guerre destabilise et radicalise de plus en plus.

En vue de donner un nouvel élan à nos efforts pour aider ce pays à sortir de la crise, la France doit renforcer son action dans quatre directions :

1) - Le FPR a intensifié la guerre à l'abri de la protection que lui accordent le Président MUSEVENI et l'armée ougandaise. Ses bases arrières sont sanctuarisées en Ouganda et le découragement de l'armée rwandaise, confinée dans une attitude défensive de plus en plus frustrante, affaiblit la capacité de résistance militaire du pays.

L'intransigeance du Front s'accroît et dans l'armée rwandaise, comme dans certaines parties de l'opinion publique, la logique de guerre prend le dessus.

Les tensions et maintenant les violences à l'égard des populations tutsi jugées proches des rebelles se multiplient.

Un renforcement de l'appui de la France à l'armée rwandaise permettrait d'inverser ces facteurs. Il serait utile, en particulier, de donner à l'armée rwandaise la capacité d'opérer de nuit. De la même façon, le retour d'un conseiller militaire français de haut niveau, placé auprès de l'état-major rwandais, aurait des conséquences immédiates. Enfin, l'acquisition de certains matériels efficaces dans ce genre de combat devrait être envisagée rapidement.

2) - En contrepartie de cet engagement supplémentaire de la France, discret mais significatif, il serait souhaitable d'appuyer, avec détermination, auprès de toutes les formations politiques rwandaises, les efforts du Président HABYARIMANA pour élargir son gouvernement et trouver un Premier Ministre en accord avec l'opposition.

La mise en place d'un gouvernement d'union nationale marquerait un tournant important dans l'évolution démocratique et contraindrait vraisemblablement le Front à situer son action plus sur le terrain politique et moins sur le terrain militaire.

3) - Il est temps pour la France, appuyée le cas échéant par ses partenaires européens et par les Etats-Unis, d'exercer une forte pression sur l'Ouganda et en particulier sur le Président MUSEVENI pour qu'il joue un rôle plus positif dans la recherche de la paix.

Une démarche devrait être rapidement effectuée dans ce sens à KAMPALA. Peut-être que la promesse de faire entrer l'Ouganda dans la liste des pays du champ pourrait y contribuer.

4) - Le problème des réfugiés qui ont quitté le Rwanda pour s'installer dans les pays voisins ne peut pas être traité en quelques mois. Une véritable prise en charge de ces populations implique que soient rassemblés des moyens financiers importants, comme cela avait été prévu au niveau de la Communauté Européenne. Encore faudrait-il que les propositions du Haut Commissariat aux Réfugiés voient enfin le jour. Une relance pourrait être effectuée à cet effet auprès des autorités compétentes.

Le Directeur des Affaires Africaines pourrait, si ces suggestions étaient retenues, se rendre de nouveau dans la région pour prendre les contacts nécessaires à la relance de notre action.

Paul DIJOURD

4.A.18. TD Kigali, 5 juin 1992, Appel du Président Habyarimana

Déclassifié

OBJET : APPEL DU PRESIDENT HABYARIMANA.-

LE PRESIDENT HABYARIMANA M'A APPELE CE MATIN A 08H00 POUR ME FAIRE CONNAITRE QUE LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS AVAIT ATTAQUE LA VILLE DE BYUMBA DANS LE CADRE D'UNE ACTION DIRECTE COMBINEE AVEC DES DIVERSIONS LATERALES SUR MUKONO ET KANIGA.

SELON LE PRESIDENT HABYARIMANA, IL S'AGIT D'UNE OFFENSIVE LANCEE PAR LE PRESIDENT MUSEVENI EN LIAISON AVEC LES NEGOCIATIONS QUI S'OUVRENT AUJOURD'HUI A PARIS. LE CHEF DE L'ETAT SOUHAITE EVIDEMMENT QU'UNE DEUXIEME COMPAGNIE SOIT ENVOYEE IMMEDIATEMENT A KIGALI POUR COUVRIR LA VILLE ET L'AEROPORT.

QUELLE QUE SOIT LA NATURE ET L'AMPLEUR DE CETTE ATTAQUE QUE LE POSTE N'EST PAS ENCORE EN MESURE D'EVALUER, IL ME PARAIT EN TOUT ETAT DE CAUSE NECESSAIRE DE RENFORCER LE DETACHEMENT NOROIT. IL EST EN EFFET D'ORES ET DEJA INDISPENSABLE D'ENVOYER DEUX SECTIONS POUR EVACUER LES FRANCAIS QUI RESIDENT AU SUD DE LA PREFECTURE DE BYUMBA, NOTAMMENT SIX VOLONTAIRES DU PROGRES, DEUX OU TROIS RELIGIEUX ET D'AUTRES EXPATRIES QUI DEMANDERAIENT A SE JOINDRE A EUX. 050830./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4.A.19. TD Kigali, 7 juin 1992, Situation au Rwanda

Déclassifié

OBJET : SITUATION AU RWANDA. -

LE DETACHEMENT NOROIT AYANT ETE RENFORCE PAR UNE COMPAGNIE DU 8EME RPIMA DANS LA NUIT DU 5 AU 6 JUIN, UNE SECTION DU 2EME RIMA A PU SE RENDRE A BYUMBA DANS L'APRES-MIDI DU 6 POUR Y PRENDRE CONTACT AVEC LA POPULATION EXPATRIEE, LA RASSURER ET ACCOMPAGNER A KIGALI LES MEMBRES DE CETTE POPULATION QUI SOUHAITERAIENT REGAGNER LA CAPITALE. CETTE AMBASSADE A INFORME LES MISSIONS DIPLOMATIQUES CONCERNEES DE L'OBJECTIF HUMANITAIRE DE L'OPERATION, AFIN QUE CHACUNE PUISSE EN FAIRE BENEFICIER SES RESSORTISSANTS EN TOUTE LIBERTE.

LES SOLDATS FRANCAIS ONT ATTEINT BYUMBA A 17H15 SANS RENCONTRER AUCUN ELEMENT REBELLE. CONTRAIREMENT AUX PREMIERES INFORMATIONS RECUES, LES PILLAGES COMMIS PAR L'ARMEE RWANDAISE NE SEMBLANT PAS AVOIR TOUCHE TOUT LE CENTRE COMMERCIAL MAIS UN SEUL MAGASIN. LES REBELLES, DONT L'EFFECTIF NE DEPASSAIT PAS UN BATAILLON, SE SONT REPLIES VERS LE NORD SANS ETRE INTERCEPTES. LEURS PERTES SONT ESTIMEES A UNE TRENTAINE DE TUES, DONT DEUX TIERS DE CIVILS, QUE LES RWANDAIS, SELON LEUR HABITUDE, N'ONT PAS CHERCHE A IDENTIFIER AVANT DE LES ENTERRER.

.../...
*PAGE DEUX

LA SECTION DE NOROIT RENTRERA CE SOIR A KIGALI. TOUS LES FRANCAIS SONT DEJA EN SECURITE DEPUIS HIER MATIN.

=== COMMENTAIRES DU POSTE === :

COMME LORS DE LA PRISE DE RUHENGERI EN JANVIER 1991, CELLE DE BYUMBA A FAIT APPARAITRE L'INSUFFISANCE DES DEFENSES RWANDAISES, L'ABSENCE D'UN RENSEIGNEMENT FIABLE AUPRES DE L'ETAT-MAJOR DES F.A.R. ET DES EXAGERATIONS PLUS OU MOINS CALCULEES POUR SUSCITER L'INQUIETUDE ET L'APPUI DES PAYS OCCIDENTAUX AMIS DU RWANDA. IL N'Y A EU NI ATTAQUE EN FORCE DE L'ARMEE OUGANDAISE, COMME ME L'AVAIT DIT LE PRESIDENT HABYARIMANA (CF. TD KIGALI 473), NI INVASION MASSIVE COMME LE LAISSAIT ENTENDRE LE MINISTRE DE LA DEFENSE (CF. TD KIGALI 477). LA PRESENCE DE CIVILS PARMIS LES ENVAHISSEURS, Y COMPRIS DE FEMMES ET D'ENFANTS, A DEJA ETE CONSTATEE CHAQUE FOIS QU'UNE ATTAQUE A FAIT FUIR LA POPULATION RURALE RWANDAISE ET LIVRE AINSI AU PILLAGE LES MAISONS ET LES RECOLTES LAISSEES SANS DEFENSE.

L'ELEMENT NOUVEAU EST QUE CETTE FOIS LE DANGER POUR LA SECURITE DES EXPATRIES EST VENU MOINS DE LA REBELLION EXTERIEURE QUE D'UNE ARMEE EXPATRIEE EST VENU MOINS DE LA REBELLION EXTERIEURE QUE D'UNE ARMEE RWANDAISE DE PLUS EN PLUS DEMORALISEE ET DONT CERTAINS ELEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PROCESSUS DE NEGOCIATIONS EN COURS. SANS DOUTE EST-CE LA RAISON POUR LAQUELLE NOS MILITAIRES, QUOIQUE LEUR MOUVEMENT SUR BYUMBA SE SOIT FAIT AVEC L'ACCORD DE L'ETAT-MAJOR DES F.A.R., ONT ETE ACCUEILLIS FROIDEMENT PAR LES UNITES RWANDAISES QUI TENAIENT L'AGGLOMERATION.

.../...
❖PAGE TROIS

AGISSANT PAR UNE ACTION RAPIDE ET PONCTUELLE, LES REBELLES ONT DEMONTRE A NOUVEAU LEUR APTITUDE A CONTINUER D'EBRANLER LE MORAL DE L'ARMEE ET DE LA POPULATION RWANDAISES, SANS QU'IL SOIT NECESSAIRE POUR EUX DE DISPOSER DE PUISSANTS MOYENS LOGISTIQUES. SELON LE RAPPORT QUE M'EN A FAIT LE PRESIDENT DU PARTI LIBERAL A SON RETOUR DE BRUXELLES, ILS ONT EXPLIQUE AUX REPRESENTANTS DE L'OPPOSITION LEGALE QUE DISPOSANT DU SANCTUAIRE OUGANDAIS, ILS Y PREPARERAIENT ENCORE DE NOUVELLES ACTIONS JUSQU'A CE QUE LE PEUPLE RWANDAIS ACCEPTE D'OFFRIR LA NEUTRALISATION SINON LE DEPART DU PRESIDENT HABYARIMANA EN ECHANGE DU RETABLISSEMENT DE LA PAIX.

IL RESTE A SAVOIR SI CETTE STRATEGIE PEUT CONTINUER A SE DEVELOPPER SANS SUSCITER DE VIOLENTES REACTIONS DES EXTREMISTES HUTU. 071530./.

MARTRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4.A.20. TD Kigali, 15 octobre 1992, Mission du Général
Quesnot au Rwanda

Déclassifié

OBJET : MISSION DU GENERAL QUESNOT AU RWANDA. -

AU COURS DE LA RAPIDE MISSION QU'IL A ACCOMPLIE AU RWANDA LES 13 ET 14 OCTOBRE DERNIERS, LE GENERAL QUESNOT ET LA DELEGATION QUI L'ACCOMPAGNAIT ONT PU, GRACE A LA DISPONIBILITE ET A L'EFFICACITE DES AUTORITES MILITAIRES RWANDAISES, PRENDRE UNE MESURE COMPLETE DE LA SITUATION DES FORCES ARMEES NATIONALES, DES CONDITIONS D'EXERCICE DE NOTRE COOPERATION DANS CE SECTEUR ET DE LA FACON DONT ETAIT APPRECIEE LA PRESENCE DU DETACHEMENT NOROIT.

LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR PARTICULIER DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A VISITE SUR LE TERRAIN LES TROIS SECTEURS PRINCIPAUX DE LA FRONTIERE NORD ET UN CAMP DE 35.000 REFUGIES, CE QUI LUI A PERMIS D'EVALUER IN SITU LES PROBLEMES POSES PAR LA STRATEGIE DEFENSIVE ACTUELLEMENT ADOPTEE PAR LES F.A.R. ET LES MENACES QUE LA PRESENCE A PROXIMITE DE LA LIGNE DE CONTACT D'UNE AUSSI IMPORTANTE MASSE DE GENS MISERABLES ET SANS PROTECTION FAIT PESER SUR LA REUSSITE DE CETTE STRATEGIE.

EN DEHORS DE CES VISITES DE TERRAIN, LE GENERAL QUESNOT A RENCONTRE LE CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE RWANDAISE, LE MINISTRE DE LA DEFENSE, LE PREMIER MINISTRE ET LE CHEF DE L'ETAT. DE CES RENCONTRES ON PEUT RETENIR LES ELEMENTS SUIVANTS : .../...

❖PAGE DEUX

1/ LA POURSUITE ET LE RENFORCEMENT DE NOTRE COOPERATION MILITAIRE SONT SOUHAITES VIVEMENT A TOUS LES NIVEAUX. CERTES, LE PRESIDENT HABYARIMANA CARESSE TOUJOURS L'ESPOIR D'UNE RECONQUETE DU TERRITOIRE NATIONAL, MAIS IL EST CLAIR QUE SON ENTOURAGE EST CONVAINCU QU'IL EST PRUDENT DE S'EN TENIR A DISSUADER LE F.P.R. DE REVENIR DU TERRAIN POLITIQUE AU TERRAIN MILITAIRE EN RELANÇANT DES ATTAQUES EN DIRECTION DE KIGALI.

C'EST SUR CET ASPECT DEFENSIF QUE DOIT SE PORTER LE RENFORCEMENT DE NOTRE COOPERATION MILITAIRE, EN MEME TEMPS QU'ELLE DOIT SE PLACER DANS UNE PERSPECTIVE DE DEMOBILISATION PARTIELLE, DE RESTRUCTURATION ET DE RENOVATION DE L'ARMEE RWANDAISE, QUI S'IMPOSERA RAPIDEMENT DANS L'HYPOTHESE D'UNE BONNE FIN DES NEGOCIATIONS D'ARUSHA. NOS PARTENAIRES SONT CONVENUS QU'IL Y AVAIT LA DEUX OBJECTIFS A CONCILIER DANS LEUR COOPERATION AVEC LA FRANCE : DEVENIR A COURT TERME AUSSI OPERATIONNELS QUE POSSIBLE DANS LE COMBAT DEFENSIF, MAIS AUSSI PREPARER A MOYEN TERME LES STRUCTURES DES FORCES MILITAIRES RWANDAISES DE DEMAIN.

2/ S'AGISSANT DU DETACHEMENT NOROIT, LE PRESIDENT ET LE PREMIER MINISTRE SE SONT TOUS DEUX MONTRES RESERVES VIS-A-VIS D'UN RETRAIT OU D'UN ALLEGEMENT TROP RAPIDE OU TROP BRUTAL DE NOTRE DISPOSITIF, TOUT EN ADMETTANT QUE NOUS AVIONS DANS LE PASSE FAIT LA PREUVE DE NOTRE APTITUDE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE LA SITUATION.

3/ CES RENCONTRES ONT ETE EGALEMENT L'OCCASION POUR LE PREMIER MINISTRE ET LE PRESIDENT D'EXPRIMER LEURS PREMIERES REACTIONS AUX INFORMATIONS EN PROVENANCE D'ARUSHA SUR LA NEGOCIATION EN COURS. M. DISMAS NSENGIYAREMYE S'EST MONTRE RESOLUMENT OPTIMISTE A L'ANNONCE D'UN RALLIEMENT DU F.P.R. A UNE FORMULE DE PARTAGE DU POUVOIR QUI SE FERAIT DANS LE CADRE D'UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION ELARGI, DONT LES POUVOIRS SERAIENT CONSIDERABLEMENT RENFORCES PAR RAPPORT A CEUX DU PRESIDENT. CELUI-CI EN REVANCHE S'EST VIGOUREUSEMENT ELEVE CONTRE CE QU'IL CONSIDERE COMME UN ACCORD ETABLI SUR SON DOS ENTRE LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. BONIFACE NGULINZIRA, ET LE F.P.R.. COMME CHAQUE FOIS QUE DES CONCESSIONS POLITIQUES LUI ONT ETE DEMANDEES DANS LE PASSE, LE PRESIDENT HABYARIMANA EN APPELLE A L'OPINION PUBLIQUE DE SON PAYS (SOUS-ENTENDU A SES PARTISANS) DONT IL DOUTE QU'ILS ACCEPTENT VOLONTIERS LES ARRANGEMENTS EN COURS. ✕PAGE TROIS

A LA FIN DE SON ENTREVUE AVEC LE GENERAL QUESNOT, LE CHEF DE L'ETAT M'A FAIT PART DE SON INTENTION DE M'APPELER DEMAIN OU APRES DEMAIN POUR S'ENTREtenir AVEC MOI DE LA TOURNURE QUE PRENNENT LES CONVERSATIONS D'ARUSHA./.

MARTRES

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Situation intérieure au Rwanda en 1992

4.A.21. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali,
22 janvier 1992,
Armement des populations civiles

Déclassifié

BRAVO : ARMEMENT DES POPULATIONS CIVILES.

(SOURCE F.A.R., VALEUR C.2.).

LE MINISTERE DE L'INTERIEUR RWANDAIS A DECIDE APRES LE DERNIER MASSACRE DE POPULATIONS CIVILES D'ARMER LA POPULATION DE LA ZONE FRONTALIERE.

300 ARMES (MAS 36 EN MAJORITE) SERONT DISTRIBUEES DANS LE SECTEUR DE RUHENGARI ET BYUMBA ET 76 DANS LE MUTARA. LES PERSONNES CONSTITUEES EN MILICE D'AUTO-DEFENSE AUXQUELLES SERONT DISTRIBUEES CES ARMES SERONT CHOISIES EN FONCTION DE LEUR "HONORABILITE" ET "CONSEILLEES" PAR DES PERSONNELS DES F.A.R.

1 ARME POUR 3 PERSONNES. LES ARMES DEVRAIENT ETRE DISTRIBUEES LE SOIR ET REINTEGrees LE MATIN.

LA POLICE JUDICIAIRE, LE CAS ECHEANT, SERAIT DE LA RESPONSABILITE DES BOURGMESTRES ET DES INSPECTEURS DE PJ (IPJ) RATTACHES AU PARQUET.

DEVANT CETTE SITUATION, L'AD A PRIS CONTACT AVEC LE CEM DE LA GENDARMERIE EN LUI FAISANT RESSORTIR QUE CETTE MISSION (AU MOINS AU PLAN JUDICIAIRE) AURAIT DU INCOMBER A LA GENDARMERIE. S'IL EN A CONVENU, IL S'EST NEANMOINS RETRANCHE DERRIERE L'ARGUMENT DE L'INSUFFISANCE NUMERIQUE DE SES PERSONNELS ET DU MANQUE DE LEUR FORMATION PROFESSIONNELLE. CETTE NOUVELLE SITUATION RISQUE D'ENGENDRER UN CERTAIN NOMBRE DE DIFFICULTES :

- LES ARMES NE SERONT ELLES UTILISEES QUE CONTRE LE F.P.R. ? NE RISQUENT-ELLES PAS DE SERVIR A L'EXECUTION DE VENGEANCES PERSONNELLES, ETHNIQUES OU POLITIQUES ?
- LES LIAISONS ENTRE LES F.A.R. ET LES MILICES D'AUTO-DEFENSE SERONT-ELLES SUFFISAMMENT SUIVIES POUR EVITER TOUTES MEPRISSES ?
- UNE FOIS REMISES, DANS QUELLES CONDITIONS CES ARMES SERONT-ELLES REINTEGrees ?
- IL EST A CRAINDRE QUE LES NOTABLES LOCAUX QUI DESIGNERONT LES PORTEURS D'ARME, ET QUI SONT TOUS ISSUS DE L'ADMINISTRATION MISE EN PLACE PAR LE M.R.N.D. (EX PARTI UNIQUE) NE FAVORISENT LES RESSORTISSANTS DE CE PARTI.

SIGNE : COLONEL CUSSAC.

MARTRES

4.A.22. TD Kigali, 9 mars 1992, Situation au Rwanda

Déclassifié

OBJET : SITUATION AU RWANDA.

1/ LES EVENEMENTS DU BUGESERA :

DE GRAVES ATTAQUES DES PAYSANS HUTU CONTRE LES TUTSI ONT COMMENCE LE 6 MARS DANS LE BUGESERA, ALORS MEME QUE LES NEGOCIATIONS EN VUE DE LA FORMATION D'UN VERITABLE GOUVERNEMENT DE COALITION PARAISSENT PROCHES D'ABOUTIR (CF. MON TD 181). LE POGROM DECLENCHE DANS LA COMMUNE DE KANZENZE, A UNE CINQUANTAINES DE KILOMETRES AU SUD DE KIGALI, S'EST ETENDU LE 7 ET LE 8 MARS A CELLES DE GASHORA ET DE NGENDA, COUVRANT TOUTE LA ZONE DE LA SOUS-PREFECTURE DE KANAZI, LIMITROPHE DU BURUNDI.

ENVIRON 6.000 REFUGIES SE SONT GROUPEES DANS LES PAROISSES DE NYAMATA, DIRIGEE PAR DES MISSIONNAIRES BELGES ET DE RILIMA, DONT LE CLERGE EST EN MAJORITE TUTSI. ON COMPTAIT HIER UNE VINGTAINES DE TUES A L'ARME BLANCHE DANS DES CONDITIONS ATROCES, MAIS LE NOMBRE REEL DES VICTIMES EST CERTAINEMENT BEAUCOUP PLUS ELEVE. .../...

❖PAGE DEUX

LA REACTION DES FORCES DE L'ORDRE A ETE TARDIVE. LE CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES, LE COLONEL SERUBUGA, A DECLARE, DANS L'APRES-MIDI DU 6, QU'IL N'ETAIT PAS AU COURANT. QUOIQUE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR M'AIT AFFIRME LE 7 AU MATIN QUE LA SITUATION ETAIT SOUS CONTROLE ET BIEN QUE LE COLONEL RWAGAFILITA, COMMANDANT DE LA GENDARMERIE, AIT ETE DEPECHE SUR PLACE LE MEME JOUR, LES AFFRONTLEMENTS SE POURSUIVAIENT DANS LA JOURNEE DU 8. L'ETAT D'EXCEPTION A ETE PROCLAME HIER DANS LA SOUS-PREFECTURE.

LES MILITAIRES PARAISSENT AVOIR FAIT PEU D'EFFORTS POUR DESARMER LA POPULATION. SI ON A ASSISTE A CERTAINS ENDROITS A DES TENTATIVES SPONTANNEES POUR RAMENER LE CALME, AILLEURS LES HUTU ET LES TUTSI SE SONT ORGANISES EN GROUPEES D'AUTO-DEFENSE QUI RESTENT TOUJOURS FACE A FACE. UNE SOIXANTAINES DE PERSONNES ONT TOUTEFOIS ETE ARRETEES ET UNE COMMISSION DE COORDINATION ENTRE L'ADMINISTRATION, LA GENDARMERIE, LE CLERGE ET LA CROIX ROUGE A ETE FORMEE SOUS L'IMPULSION DU COLONEL RWAGAFILITA POUR ESSAYER DE FAIRE CESSER LES TUERIES.

SI CES EVENEMENTS ETAIENT REDOUTES DEPUIS LONGTEMPS, ILS AVAIENT SI SOUVENT ANNONCES QU'ON FINISSAIT PAR ESPERER NE PAS LES VOIR SE PRODUIRE. MAIS UN CERTAIN NOMBRE DE FAITS SE SONT ACCUMULES AU FIL DES MOIS, QUI ONT REPLACE LE RWANDA DANS LE SILLAGE DE SON HISTOIRE.

LE BUGESERA EST UNE ZONE DE 'COLONISATION' DANS LAQUELLE LA POPULATION TUTSI S'ETAIT QUELQUE PEU REGROUPEE A LA SUITE DES

AFFRONTLEMENTS QUI ONT SUIVI L'INDEPENDANCE. ELLE Y ATTEINT UN POURCENTAGE SUPERIEUR A LA MOYENNE DU PAYS, ALLANT DANS CERTAINS CAS JUSQU'A EQUILIBRER LE NOMBRE DES HUTU. PLUSIEURS CAUSES ONT FAIT GRANDIR L'EXCITATION DE CES DERNIERS. L'ABONDANCE, DEPUIS PLUSIEURS MOIS DES MASSACRES DE CIVILS HUTU DANS LE NORD DU PAYS ET LES EVENEMENTS DU BURUNDI VOISIN ONT ETE EXPLOITES PAR LES EXTREMISTES QUI ONT PRESENTE LE BUGESERA COMME UNE ZONE D'INFILTRATION DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS, VOIRE MEME COMME UN CENTRE DE RECRUTEMENT POUR LA REBELLION.

.../...
❖PAGE TROIS

L'ANIMOSITE DES HUTU A ETE AGGRAVEE PAR LA PROPAGANDE DU PARTI LIBERAL, CONNU POUR SES SYMPATHIES A L'EGARD DES TUTSI. LE P.L. N'A SEMBLE-T-IL RIEN FAIT D'AUTRE QUE D'INCITER CEUX-CI A DEFENDRE LEUR LIBERTE DANS LE CADRE DU MULTIPARTISME, MAIS SES MOTS D'ORDRE ONT ETE PERCUS PAR LE POUVOIR COMME UNE INVITATION A REJOINDRE LES RANGS DU F.P.R.

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, CE SONT DEVELOPPES DES MOUVEMENTS EXTREMISTES, -LE MOUVEMENT POUR LA DEFENSE DES FEMMES ET DU BAS-PEUPLE, LA COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE, LE PALIPEHUTU-, QUI SOUTENUS PAR LE JOURNAL KANGURA APPELLENT LA NATION HUTU A SE REGROUPER AUTOUR DE L'IDEAL DE L'ANCIEN PARMEHUTU, AVEC POUR PRINCIPAL OBJECTIF LA DEFENSE DU PEUPLE MAJORITAIRE CONTRE L'ETHNIE QUI A FOURNI L'ANCIENNE CLASSE FEODALE.

CES EXTREMISTES, LA PLUPART DU TEMPS ISSUS DE L'AILE DURE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL POUR LA DEMOCRATIE ET LE DEVELOPPEMENT MAIS RECEMMENT ECARTES DU POUVOIR, SONT SOUVENT ORIGINAIRES DU NORD MAIS SE SONT APPLIQUES A INFLUENCER L'OPINION DU SUD, JUSQU'ICI MOINS DIRECTEMENT TOUCHE PAR LA GUERRE.

DES EXACTIONS ETAIENT DEJA COMMISES DEPUIS PLUSIEURS MOIS DANS LE BUGESERA, SOUS L'IMPULSION DU BOURGMESTRE DE KANZENZE, CONNU POUR SON EXTREMISME. L'EXPLOSION AU MOIS DE FEVRIER D'UNE MINE QUI A PROVOQUE LA MORT DE 6 PERSONNES PARMIS LESQUELLES, M'A DIT LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, FIGURAIENT DES SOLDATS EN PERMISSION, A ETE ATTRIBUEE PAR LE GOUVERNEMENT AU F.P.R., TANDIS QUE CELUI-CI LA DENONCAIT COMME UNE PROVOCATION.

UN MEETING TENU LE 1ER MARS A NYAMATA PAR LE P.L. ETAIT CONSIDERE PAR LES UNS COMME TOUT A FAIT ANODIN, PAR LES AUTRES COMME PARTICULIEREMENT AGRESSIF, LE SOUS-PREFET ET LE BOURGMESTRE AYANT ETE OBLIGES DE QUITTER LES LIEUX SOUS LES INVECTIVES. LE LENDEMAIN, DES TRACTS CIRCULAIENT DANS LE BUGESERA AVERTISSANT LA POPULATION QU'ELLE DEVAIT S'ATTENDRE A DES ACTES DE BANDITISME PERPETRES PAR LES TUTSI.

.../...
❖PAGE QUATRE

A LA FIN DU MOIS DE FEVRIER, AVAIT CIRCULE A KIGALI UNE LETTRE D'UN SOI-DISANT COMITE DE SYMPATHISANTS DE LA NON-VIOLENCE QUI TRANSMETTAIT DES INFORMATIONS PRESENTEES COMME VENANT DE NAIROBI, ANNONCANT NOTAMMENT QU'UNE VINGTAINNE DE PERSONNALITES HUTU APPARTENANT LES UNES AU POUVOIR EN PLACE, LES AUTRES A L'OPPOSITION, ALLAIENT ETRE ASSASSINEES SUR L'ORDRE DU F.P.R. PAR L'INTERMEDIAIRE DU PARTI LIBERAL, CONSIDERE COMME LA ''BRANCHE INTERIEURE'' DE LA REBELLION.

LA RADIO-DIFFUSION RWANDAISE A MIS LE FEU AUX POUDRES LE 3 MARS EN DIFFUSANT CETTE LETTRE SANS AUCUNE ANALYSE CRITIQUE ET EN NE LAISSANT AUCUN DOUTE SUR L'AUTHENTICITE ET LE BIEN FONDE DE SES ALLEGATIONS. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, QUE J'AI INTERROGE A CE SUJET, NE M'A PAS CACHE SON EMBARRAS DEVANT CET ACTE DE DESINFORMATION COMMIS PAR LES SERVICES OFFICIELS. (A SUIVRE) 090800./.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MARTEC
MARTEC

Déclassifié

OBJET : TROUBLES INTER-ETHNIQUES DANS LE BUGESERA. -

D'UN DEPLACEMENT HIER 10 MARS DE DEUX DE MES COLLABORATEURS DANS LE
BUGESERA, JE RETIENS LES ELEMENTS SUIVANTS .

1/ EN DEPIT DES ASSURANCES DONNEES PAR LES AUTORITES RWANDAISES, LA
SITUATION DANS LE BUGESERA N'EST TOUJOURS PAS SOUS CONTROLE. DANS LA
COMMUNE DE KANZENZE D'OU SONT PARTIS LES PREMIERS MASSACRES, UNE
AGRESSION EN PLEINE NUIT CONTRE DES TUTSIS REFUGIES A LA PAROISSE DE
NYAMATA A PROVOQUE LA MORT D'UNE LAIQUE ITALIENNE DE 55 ANS, SORTIE POUR
PROTEGER SES ELEVES. LA MALHEUREUSE A ETE ATTEINTE DE DEUX BALLEES DANS
LA POITRINE TIREES PAR LES GENDARMES. MEPRISE SELON LA VERSION
OFFICIELLE, ASSASSINAT DELIBERE SELON LA RUMEUR, L'INTE-RESSEE ETAIT
CONNUE POUR SON OPPOSITION AU BOURGMESTRE TRES CONTESTE DE LA COMMUNE.
DE SURCROIT, SES DECLARATIONS A R.F.I., D'AILLEURS ASSEZ MALADROITES,
AVAIENT SANS DOUTE DEPLU.

DANS LE SUD DE LA REGION, EN COMMUNE DE NGENDA, LES EXACTIONS
CONTINUAIENT HIER OU MES COLLABORATEURS ONT VU DES CASES INCENDIEES
ENCORE FUMANTES.

.../...

❖PAGE DEUX

LES PRETRES DE LA PAROISSE DONT L'UN D'ENTRE EUX EST FRANCAIS ONT
DENOMBRE 10 MORTS POUR LA JOURNEE DU 9 ET LA NUIT QUI A SUIVI. CE BILAN
EST EN FAIT CERTAINEMENT BEAUCOUP PLUS LOURD. L'AGENCE OFFICIELLE
AVANCAIT HIER LE NOMBRE DE 200 MORTS AU TOTAL.

2/ LES AUTORITES RWANDAISES SEMBLANT VOULOIR REPRENDRE LES CHOSES EN
MAIN, MAIS LES RESPONSABLES LOCAUX SONT DEBORDES ET, SANS GUERE
D'AUTORITE SUR LES POPULATIONS.

AU PROBLEME DES EXACTIONS VIENT S'AJOUTER CELUI DE MILLIERS DE
REFUGIES : 7.300 POUR LA SEULE PAROISSE DE NYAMATA., 1.500 A NGENDA QUI
VIENNENT EN PLUS DES 5.000 EXPULSES DE TANZANIE., ET CERTAINEMENT
PLUSIEURS MILLIERS A GASHORA OU D'AUTRES MASSACRES ETAIENT ENCORE
SIGNALES HIER. LA SITUATION DE LA COMMUNE DE NGENDA EST SANS DOUTE LA
PLUS PREOCCUPANTE CAR LES POPULATIONS Y SONT PARMIS LES PLUS PAUVRES DU
RWANDA. LES GENS ONT DU FUIR LEUR MAISON SANS RIEN POUVOIR EMPORTER
ALORS QU'A NYAMATA LES REFUGIES ONT EMMENE LEUR BETAIL ET LEURS
USTENSILES DE CUISINE.

3/ DE L'AVIS DES PRETRES RENCONTRES, LE PARTI LIBERAL ENTRETIENT UNE
PROPAGANDE ANTI-FRANCAISE QUI COMMENCE A SE REPANDRE PARMIS LES REFUGIES
: LA FRANCE SOUTIENT LE REGIME HABYARIMANA TENU POUR RESPONSABLE DES
MASSACRES, ET LA PASSIVITE DE L'ARMEE FRANCAISE PERMET A CES MASSACRES

DE CONTINUER.

DANS CES CONDITIONS, UN GESTE HUMANITAIRE, MEME SYMBOLIQUE, EN
DIRECTION DES PERSONNES DEPLACEES SERAIT CERTAINEMENT BIEN PERCU. CE
POURRAIT ETRE UN SECOURS D'URGENCE EN NOURRITURE, LAIT EN POUDRE,
MEDICAMENTS ET COUVERTURES DONT LA DISTRIBUTION SERAIT EFFECTUEE PAR LES
MILITAIRES DE NOROIT.

JE SERAIS RECONNAISSANT AU DEPARTEMENT DE ME FAIRE SAVOIR SI UN TEL
GESTE EST ENVISAGEABLE. SON IMPACT SERAIT D'AUTANT PLUS GRAND QU'IL
SERAIT MIS EN PLACE RAPIDEMENT. (W.B.) 110930./.

SERAIT MIS EN PLACE RAPIDEMENT. (W.B.) 110930./.

Contrôle aux « check points »

4.A.24. Extrait du message du Colonel Delort, commandant
Noroît, 7 mars 1993, contribution Noroît au contrôle rwandais
sur les « check points »

Déclassifié

TERTIO : CONTRIBUTION NOROIT AU CONTROLE RWANDAIS SUR LES CHECK
POINTS PENDANT LES 15 DERNIERS JOURS.
- 8 SOLDATS DESERTEURS ONT ETE REMIS A LA GENDARMERIE
RWANDAISE AVEC LEUR ARMEMENT
- 8 FUSILS 6 GRENADES DONT UNE A FUSIL ET UNE CENTAINE DE
MUNITIONS PETIT CALIBRE ONT ETE RECUPERES.
IL EST A NOTER QUE DE NOMBREUX SOLDATS FAR REMETTENT LEURS
ARMES EN DEPOT AUPRES DES GENDARMES RWANDAIS LORSQU'ILS
RENTRENT EN VILLE ET LES RECUPERENT EN SORTANT.
SIGNE : COLONEL DELORT./.

Retrait des forces françaises de Noroît

4.A.25. TD Kigali, 9 mars 1993, Retrait des troupes françaises
du Rwanda

Déclassifié

OBJET : RETRAIT DES TROUPES FRANCAISES DU RWANDA. -

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. BONIFACE NGULINZIRA, M'A REMIS HIER UN EXEMPLAIRE DU COMMUNIQUE CONJOINT PUBLIE A L'ISSUE DE LA RENCONTRE DE DAR ES SALAM, LE DOCUMENT CONFIDENTIEL RELATIF AUX MODALITES DE RETRAIT DES TROUPES ETRANGERES ET UNE LETTRE DU 8 MARS 1993 PA. LAQUELLE LE GOUVERNEMENT RWANDAIS DEMANDE AU GOUVERNEMENT FRANCAIS DE SE CONFORMER AUX ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS CONCERNANT NOTAMMENT LE RETRAIT, DANS UN DELAI DE HUIT JOURS A COMPTER DU 17 MARS, DES ELEMENTS MILITAIRES FRANCAIS ENVOYES EN RENFORT A KIGALI APRES LE 8 FEVRIER. J'AI FAIT PARVENIR CES TROIS DOCUMENTS AU DEPARTEMENT PAR TELECOPIE.

LE PREMIER MINISTRE, M. DISMAS NSENGIYAREMYE, M'A CONVOQUE AUSSITOT APRES POUR ME DECRIRE L'AMBIANCE DANS LAQUELLE S'EST DEROULEE LA REUNION DE DAR ES SALAM. CETTE REUNION A ETE POUR LE F.P.R. L'OCCASION DE DEVELOPPER DE VIVES ATTAQUES CONTRE NOTRE PAYS QU'IL ACCUSE DE NE PAS ACCORDER SES ACTES A SON LANGAGE LORSQU'IL S'AGIT DE DEFENDRE LA DEMOCRATIE. LE TOGO ET LE ZAIRE ONT ETE CITES COMME DES EXEMPLES DE NOTRE PRETENDUE DUPLICITE.

❖PAGE DEUX

IL EST APPARU AUSSI A LA DELEGATION RWANDAISE QUE LE F.P.R. SURESTIMAIT LES EFFECTIFS QUE NOUS ENTRETENIONS A KIGALI, LES EVALUANT A AU MOINS 1.500 HOMMES. LES REBELLES ETAIENT EN OUTRE CONVAINCUS QUE LA FRANCE PREPARAIT UN VERITABLE PLAN D'ATTAQUE DESTINE A LES CHASSER PUREMENT ET SIMPLEMENT DU TERRITOIRE RWANDAIS. LA DELEGATION RWANDAISE A DEPLOYE BEAUCOUP D'EFFORTS POUR PERSUADER SES INTERLOCUTEURS QUE NOUS N'AVIONS PAS D'AUTRE OBJECTIF QUE DE FAVORISER UNE SOLUTION NEGOCIEE.

LE PREMIER MINISTRE A PAR AILLEURS LE SENTIMENT QUE CE N'EST PAS DE GAITE DE COEUR QUE LE F.P.R. A ACCEPTE LE PRINCIPE DU RETOUR SUR LES POSITIONS QU'IL OCCUPAIT LE 8 FEVRIER. SES REPRESENTANTS ONT ESSAYE DE FAIRE ABANDONNER CETTE DISPOSITION ET M. NSENGIYAREMYE EST CONVAINCU QU'IL NE SERA PAS FACILE DE LA FAIRE RESPECTER, CAR ELLE A ETE ARRACHEE, SELON TOUTE EVIDENCE, A LA SUITE DU VOYAGE DE M. BRUNO DELAYE A KAMPALA ET GRACE A LA FERMETE ET A LA RAPIDITE AVEC LESQUELLES NOUS AVONS ENVOYE DEUX COMPAGNIES SUPPLEMENTAIRES LE 20 FEVRIER. L'EFFET DISSUASIF DE NOTRE DETERMINATION A ETE MAJEUR ET LE PREMIER MINISTRE EN EST TRES CONSCIENT. LA DELEGATION RWANDAISE N'AURAIT RIEN OBTENU SI ELLE N'AVAIT EU CETTE CARTE DANS SON JEU.

M. NSENGIYAREMYE M'A EGALEMENT DIT QUE LE F.P.R. ETAIT EFFRAYE PAR L'INITIATIVE QUE NOUS AVONS PRISE AUPRES DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES. IL VOYAIT DANS NOTRE DEMARCHE UNE TENTATIVE DE FAIRE

14' XX

MINISTRE DES SAFAIRES SEFRANONIERES

MINISTRE DES SAFAIRES SEFRANONIERES

COUVRIR PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE UNE ACTION ARMEE DE NOTRE PART. LA DELEGATION RWANDAISE S'EST ATTACHEE A FAIRE VALOIR QUE LE CONSEIL AVAIT ETE SAISI PAR LE RWANDA ET NON PAR LA FRANCE ET QUE L'OBJECTIF DE CETTE SAISINE ETAIT D'OBTENIR LA CREATION D'UNE FORCE D'INTERPOSITION ET NON DE JUSTIFIER UNE OPERATION MILITAIRE. MAIS LE F.P.R. RESTE TRES MEFIANT VIS-A-VIS D'UNE INITIATIVE QUI SANS AUCUN DOUTE, AURAIT POUR RESULTAT DE LIMITER SA MARGE DE MANOEUVRE SUR LE TERRAIN. LA RENCONTRE DE DAR ES SALAM A LAISSE AU PREMIER MINISTRE L'IMPRESSION QUE L'ATTAQUE DU 8 FEVRIER ETAIT ALLEE PLUS LOIN QUE PREVU ET QUE LE SUCCES REMPORTE RENDAIT TRES PENIBLE POUR LES MILITAIRES DU F.P.R. L'IDEE DE RENONCER AUX ZONES CONQUISES. LE MOUVEMENT EST PARTAGE A CE SUJET ENTRE LES EXTREMISTES PARTISANS DE LA LUTTE A OUTRANCE ET LES MODERES FAVORABLES A LA NEGOCIATION.

✱PAGE TROIS

LE PREMIER MINISTRE EST CONSCIENT DE LA BRIEVETE DES DELAIS FIXES POUR LES DIFFERENTES ETAPES DEFINIES A DAR ES SALAM ET S'ATTEND A DES RETARDS DANS LEUR REALISATION, NOTAMMENT DANS LE RETRAIT DU F.P.R. SUR SES POSITIONS INITIALES. MAIS IL ESPERE QUE SI LE PROCESSUS DOIT ETRE ETALE DANS LE TEMPS, IL N'EN SERA PAS MOINS RESPECTE. JE NE LUI AI PAS DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT RWANDAIS MAINTIENDRAIT SA DEMANDE DE RAPPEL DES ELEMENTS FRANCAIS VENUS APRES LE 8 FEVRIER, DANS LE CAS OU, A LA DATE PREVUE DU 17 MARS, LE F.P.R. N'AURAIT PAS EXECUTE SON ENGAGEMENT DE REGAGNER SES LIGNES. BEAUCOUP DE GENS A KIGALI, Y COMPRIS DANS CERTAINS MILIEUX DE L'OPPOSITION, PENSENT QUE SI CETTE EVENTUALITE SE PRODUISAIT, L'ALLEGEMENT DU DISPOSITIF FRANCAIS DEVRAIT ETRE RETARDE./.

MARTRES

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

4.A.26. TD Kigali, 10 août 1993, Allègement de la coopération
militaire française

Déclassifié

LE DIRECTEUR DE CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE M'A RECU, A MA DEMANDE, LE 10 AOUT.

JE LUI AI FAIT PART DE NOTRE DECISION DE NOUS RETIRER DE GABIRO, EN PRECISANT QUE J'EN AVAIS DEJA INFORME LE MINISTRE DE LA DEFENSE. JE TENAIS A EFFECTUER LA MEME DEMARCHE AUPRES DE LUI POUR EVITER TOUT RISQUE DE MALENTENDU.

LE DIRECTEUR DE CABINET, QUI AVAIT ETE MIS AU COURANT PAR LE MINISTRE DE LA DEFENSE, M'A INDIQUE QU'IL INFORMERAIT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DES SON RETOUR (LE PRESIDENT HABYARIMANA S'EST RENDU AU CAIRE APRES BRUXELLES).

TOUT EN ME DISANT COMPRENDRE NOTRE DECISION, IL L'A NEANMOINS ACCUEILLIE AVEC MOINS DE SERENITE QUE NE L'AVAIT FAIT LE MINISTRE DE LA DEFENSE LA VEILLE. IL A SOULIGNE QUE, MEME SI L'ACCORD DE PAIX AVAIT ETE SIGNE, RIEN NE SERAIT MIS EN OEUVRE AVANT L'ARRIVEE D'UNE FORCE INTERNATIONALE NEUTRE CREDIBLE. D'ICI LA, TOUT ETAIT POSSIBLE ET IL FALLAIT RESTER VIGILANT. IL M'A PAR AILLEURS INTERROGE AVEC UNE CERTAINE INQUIETUDE SUR NOS INTENTIONS CONCERNANT LE DETACHEMENT NOROIT.

+
+ +

NOTRE DECISION DE NOUS RETIRER DE GABIRO NE DEVRAIT PAS POSER DE PROBLEME MAJEUR. L'ANNONCE D'UNE NOUVELLE REDUCTION DE NOTRE DISPOSITIF DE COOPERATION NE MANQUERAIT PAS DE SUSCITER DES INTERROGATIONS. ET DANS L'HYPOTHESE OU IL SERAIT AUSSI ENVISAGE DE REDUIRE LE DETACHEMENT NOROIT, CONSIDERE ICI COMME LE VERITABLE SYMBOLE DE NOTRE ENGAGEMENT AU RWANDA, IL CONVIENDRAIT DE VEILLER AVEC UNE PARTICULIERE ATTENTION A LA FACON DONT LES AUTORITES RWANDAISES EN SERAIENT INFORMEES.

SI, APRES NOTRE RETRAIT DE GABIRO, D'AUTRES MESURES SONT APPELEES A ENTRER EN VIGUEUR AVANT L'ARRIVEE DE LA FORCE INTERNATIONALE NEUTRE, IL ME SEMBLE QUE DEUX PRECAUTIONS DEVRAIENT ETRE PRISES :

-D'UNE PART, IL CONVIENDRAIT D'INFORMER LE GOUVERNEMENT RWANDAIS EN UNE FOIS DE L'ENSEMBLE DE NOS DECISIONS, MEME SI LA MISE EN OEUVRE EN EST ETALEE DANS LE TEMPS. RIEN NE POURRAIT ETRE PLUS DESTABILISANT POUR NOS PARTENAIRES QUE DE NOUS VOIR REVENIR A PLUSIEURS REPRISES LEUR ANNONCER A CHAQUE FOIS DE NOUVELLES DECISIONS, SANS SAVOIR OU NOUS NOUS ARRETERONS.

-D'AUTRE PART, IL SERAIT SANS DOUTE UTILE D'ACCOMPAGNER CES MESURES D'UNE LETTRE, SIGNEE D'UNE AUTORITE POLITIQUE FRANCAISE, PRECISANT QUE CES MESURES NE VISENT QU'A ACCOMPAGNER LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PAIX ET NE REMETTENT PAS EN CAUSE NOTRE ENGAGEMENT AUX COTES DU RWANDA./.

MARLAUD

4.A.27. TD Kigali, 14 décembre 1993, Retrait du détachement
Noroît

Déclassifié

OBJET : RETRAIT DU DETACHEMENT NOROIT.

RESUME : COMME L'AVAIENT ANNONCE LES AUTORITES FRANCAISES, LE DETACHEMENT NOROIT A QUITTE LE RWANDA AVANT LE 15 DECEMBRE. CE DEPART S'EST ACCOMPAGNE DE NOMBREUSES MARQUES DE SYMPATHIE, TANT DE LA PART DES EXPATRIES DE TOUTES NATIONALITES QUE DES RWANDAIS. LA MINUAR POURSUIT SA MISE EN PLACE.

TEXTE : CONFORMEMENT A LA DECISION DES AUTORITES FRANCAISES, QUI AVAIT ETE ANNONCEE AUX RESPONSABLES RWANDAIS AVANT D'ETRE RENDUE PUBLIQUE, LE RETRAIT DU DETACHEMENT NOROIT S'EST EFFECTUE EN DEUX ROTATIONS PRINCIPALES, LES 11 ET 13 DECEMBRE.

✱ CETTE OPERATION S'EST EFFECTUEE SANS INCIDENT. ELLE S'EST ACCOMPAGNEE DE MULTIPLES MARQUES DE SYMPATHIE ET DE GRATITUDE. EN CE QUI CONCERNE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LES REPRESENTANTS DES DEUX ASSOCIATIONS (UFE ET ADFR) ONT TENU A PARTICIPER A L'ENSEMBLE DES MANIFESTATIONS. NOS COLLEGUES ETRANGERS ONT EUX AUSSI SOUHAITE REMERCIER LE DETACHEMENT NOROIT, PAR ORAL OU PAR ECRIT, POUR LA SECURITE QU'IL A APPORTEE A L'ENSEMBLE DES COMMUNAUTES EXPATRIEES.

QUANT AUX AUTORITES RWANDAISES, ELLES ONT MULTIPLIE LES GESTES A L'EGARD DES MILITAIRES FRANCAIS. UNE PRISE D'ARMES, SUR L'AEROPORT, EN PRESENCE DE LA TOTALITE DU CORPS DIPLOMATIQUE ET DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, A ETE ORGANISEE PAR LE MINISTRE DE LA DEFENSE ET A OBTENU UNE LARGE AUDIENCE POPULAIRE, EN RAISON DE SA RETRANSMISSION EN DIRECT PAR LA RADIO ET ENSUITE PAR LA TELEVISION.

UN RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE S'EST CONCLU LE MEME JOUR PAR LA REMISE D'UNE LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LE REMERCIANT DU ROLE JOUE PAR LA FRANCE DEPUIS LE DEBUT DU CONFLIT ET L'APPELANT A NE PAS RELACHER LA VIGILANCE DANS LA PERIODE DELICATE DE MISE EN OEUVRE DES ACCORDS DE PAIX.

PLUS FRAPPANTES ENCORE SONT LES MANIFESTATIONS DES RESPONSABLES DE L'OPPOSITION, QUI AU COURS DE NOMBREUX ENTRETIENS N'ONT CESSE DEPUIS L'ANNONCE DU RETRAIT DE NOROIT D'EXPRIMER LEUR GRATITUDE. SEULE FAUSSE NOTE DANS CE CONCERT UNANIME, L'INTERVIEW ACCORDEE PAR LE PREMIER

MINISTRE AU QUOTIDIEN BELGE 'LE SOIR', OU MME UWILINGIYIMANA SEMBLE REPRENDRE A SON COMPTE LA THESE SELON LAQUELLE NOROIT AURAIT ETE AU RWANDA POUR DEFENDRE LE SEUL PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. LE PREMIER MINISTRE, QUI A PARTICIPE A LA RECEPTION QUE J'OFFRAIS POUR LE DETACHEMENT, A TENU A S'EN EXPLIQUER EN M'INDIQUANT QU'ELLE AVAIT ETE 'PIEGEE' PAR UNE JOURNALISTE QUI AVAIT INTERPRETE SES PROPOS. QUE CETTE VERSION SOIT EXACTE OU QUE LES DECLARATIONS DE MME UWILINGIYIMANA S'EXPLIQUENT PAR UN SOUCI DE DURCIR LE TON A L'EGARD DU CHEF DE L'ETAT AU MOMENT OU DES NEGOCIATIONS DELICATES SONT EN COURS AU SEIN DE SON PARTI (LE MDR) QUI S'EFFORCE DE REFAIRE SON UNITE, CETTE DECLARATION INTEMPESTIVE LUI A VALU UNE VIRULENTE RIPOSTE DU MINISTRE DE LA DEFENSE ET UN NET REFROIDISSEMENT DE SES RELATIONS AVEC LE PRESIDENT HABYARIMANA ET LES MINISTRES MRND.

❖ LES RESPONSABLES DE LA MINUAR, QUANT A EUX, ONT EU POUR SOUCI ESSENTIEL DE MONTRER QUE LE DEPART DE NOTRE DETACHEMENT NE CREE PAS UN VIDE A KIGALI. L'ARRIVEE D'UN CONTINGENT DU BANGLADESH AU MOMENT MEME OU PARTAIENT LES PREMIERS ELEMENTS DE NOROIT, L'ANNONCE QUE LA MINUAR COMPTE DESORMAIS 1180 HOMMES, ONT SERVI LES OBJECTIFS DU GENERAL DALLAIRE, QUI A TENU A ASSISTER PERSONNELLEMENT AUX DEUX DEPARTS DU DETACHEMENT. DES LE 11 DECEMBRE, LA MINUAR PATROUILLAIT DE FACON OSTENSIBLE DANS LES RUES DE KIGALI. LES EXCELLENTEES RELATIONS NOUEES ENTRE NOROIT ET LES RESPONSABLES BELGES DU SECTEUR KIGALI ONT FACILITE LA PASSATION DES CONSIGNES.

COMMENTAIRE : LE DETACHEMENT NOROIT EST PARTI DANS LES MEILLEURES CONDITIONS. SON PROFESSIONNALISME ET SA DISCRETION ONT ETE RECONNUS PAR TOUS ET LES COMMENTATEURS ONT SOULIGNE LE ROLE QU'IL AVAIT JOUE DANS L'ABOUTISSEMENT DU PROCESSUS DE PAIX. L'ANNONCE DE SON RETRAIT, SUIVIE D'UNE MISE EN OEUVRE RAPIDE, A PRIVE DE TOUT ARGUMENT CEUX QUI AURAIENT PU ETRE TENTES DE NOUS ATTRIBUER LA LENTEUR DE LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE TRANSITION ET MONTRE NOTRE ATTACHEMENT AU RESPECT DES ACCORDS D'ARUSHA. MALGRE LES DIFFICULTES LOGISTIQUES, LA MINUAR S'EFFORCE D'ETRE D'ORES ET DEJA OPERATIONNELLE./.

MARLAUD

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES